

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
RECHERCHE APPLIQUÉE

Politique
stratégique

**La mobilité interprovinciale au Canada :
Qui déménage ?**

**Une analyse fondée sur des modèles
logits avec des données longitudinales**

W-98-5F.b

par

Ross Finnie

Septembre 1998

Document
de travail

**Direction générale de la recherche appliquée
Politique stratégique
Développement des ressources humaines Canada**

**Applied Research Branch
Strategic Policy
Human Resources Development Canada**

**La mobilité interprovinciale au Canada :
Qui déménage ?**

**Une analyse fondée sur des modèles
logits avec des données longitudinales**

W-98-5F.b

**par
Ross Finnie
Septembre 1998**

Les opinions exprimées dans les documents de la Direction générale de la recherche appliquée sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de Développement des ressources humaines Canada ou du gouvernement fédéral.

The views expressed in Applied Research Branch papers are the authors' and do not necessarily reflect the opinions of Human Resources Development Canada or of the federal government.



La série des documents de travail comprend des études analytiques et des travaux de recherche réalisés sous l'égide de la Direction générale de la recherche appliquée, Politique stratégique. Il s'agit notamment de recherches primaires, soit empiriques ou originales et parfois conceptuelles, généralement menées dans le cadre d'un programme de recherche plus vaste ou de plus longue durée. Les lecteurs de cette série sont encouragés à faire part de leurs observations et de leurs suggestions aux auteurs.

The Working Paper Series includes analytical studies and research conducted under the auspices of the Applied Research Branch of Strategic Policy. Papers published in this series incorporate primary research with an empirical or original conceptual orientation, generally forming part of a broader or longer-term program of research in progress. Readers of the series are encouraged to contact the authors with comments and suggestions.

Le présent document a été traduit de l'anglais. Bien que la version française ait été préparée avec soin, le document original fait foi./

This document is a translation from English. Although the French version has been carefully prepared, the original document should be taken as correct.

La version anglaise du présent document est disponible sous le titre «Interprovincial Mobility in Canada: Who Moves? A Panel Logit Model Analysis»./

This paper is available in English under the title "Interprovincial Mobility in Canada: Who Moves? A Panel Logit Model Analysis."



Imprimé/Printed 2000

ISBN: 0-662-84042-9

N° de cat./Cat. No. : MP 32-28/98-5-2F



Si vous avez des questions concernant les documents publiés par la Direction générale de la recherche appliquée, veuillez communiquer avec :

Service des Publications
Direction générale de la recherche appliquée
Politique stratégique
Développement des ressources humaines Canada
165, rue Hôtel de Ville, Phase II, 7^e étage
Hull (Québec) Canada
K1A 0J2

Téléphone : (819) 994-3304
Télécopieur : (819) 953-9077
Courrier électronique : research@spg.org
<http://www.hrdc-drhc.gc.ca/dgra/>

General enquiries regarding the documents published by the Applied Research Branch should be addressed to:

Publications Office
Applied Research Branch
Strategic Policy
Human Resources Development Canada
165, Hôtel de Ville St., Phase II, 7^e étage
Hull, Quebec, Canada
K1A 0J2

Telephone: (819) 994-3304
Facsimile: (819) 953-9077
E-mail: research@spg.org
<http://www.hrdc-drhc.gc.ca/arb/>

Résumé

Ce document consiste en une étude de la mobilité interprovinciale axée sur la question de base que voici : «Qui déménage?» On se sert de modèles de logits avec données longitudinales pour mesurer la probabilité de déménager d'une année à l'autre au cours de la période 1982-1995 selon divers facteurs «environnementaux» (la province, le taux de chômage, la taille de la région de résidence); divers attributs personnels (la langue, l'âge, l'état matrimonial, la présence d'enfants); diverses caractéristiques du marché du travail (le niveau de rémunération, la réception de prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale); et une série de variables liées aux années. Un modèle distinct d'estimation est présenté pour huit groupes d'âge et de sexe.

Voici quelques-unes des principales constatations:

- Les taux de mobilité sont généralement en rapport inverse avec la taille de la province, ce qui traduit sans doute les effets absolus de la taille de la province aussi bien que la conjoncture économique qui y existe, tandis que les influences culturelles (surtout en ce qui a trait à la langue) se révèlent également importantes.
- Les personnes qui vivent dans de petites villes, des villages et en particulier des régions rurales sont moins susceptibles de déménager que les personnes qui vivent dans de grandes villes.
- L'âge est inversement proportionnel à la mobilité, bien que les effets les plus importants à cet égard soient traduits par les tendances à l'intérieur des différents groupes qui sont constatées dans un document d'accompagnement.
- Le fait d'être marié et d'avoir des enfants est inversement proportionnel à la mobilité chez les hommes comme chez les femmes.
- La mobilité est directement proportionnelle au taux de chômage provincial, au fait de recevoir des prestations d'assurance-chômage (sauf chez les hommes débutants), au fait de ne toucher aucun revenu marchand (sauf chez les hommes débutants et les femmes débutantes), et au fait de bénéficier de l'aide sociale (surtout chez les hommes).
- Au-delà du seuil où les gains sont nuls, la mobilité est toutefois directement proportionnelle aux niveaux de rémunération chez les hommes d'âge mûr et âgés, mais inversement proportionnelle au revenu dans les autres groupes d'âge et de sexe.
- Quoiqu'il ne semble pas y avoir de fluctuations marquées des taux de mobilité au fil des ans, ceux des hommes tendent vers une décroissance modérée au cours des années 90, contrairement à ceux des femmes (sauf dans le groupe des débutantes).

Abstract

In this paper, the topic of interprovincial mobility is investigated by addressing the basic question of "Who moves?" Panel logit models of the probability of moving from one year to the next over the 1982-95 period are specified to be a function of various "environmental" factors (province, unemployment rate, area, size of residence); personal attributes (language, age, marital status, the presence of children); labour market characteristics (earnings level, the receipt of unemployment insurance and social assistance); and a series of year variables. Separate models are estimated for eight age-sex groups.

The major findings include the following.

- Mobility rates have generally been inversely related to the size of the province, presumably capturing both pure size effects and prevailing economic conditions, while cultural influences (especially as related to language) have also been important.
- Individuals in small cities, towns, and especially rural areas have been less likely to move than those in larger cities.
- Age has been negatively related to mobility, although the greatest effects in this regard are captured by the cross-group patterns seen in a companion paper.
- Being married and having children have been negatively related to mobility for men as well as women.
- Mobility has been positively related to the provincial unemployment rate, the individuals' receipt of unemployment insurance (except Entry Men), having no market income (except for Entry Men and Entry Women), and the receipt of social assistance (especially for men).
- Beyond the zero earnings point, however, mobility has been positively related to individuals' earnings levels in the case of Prime Men, but negatively related to earnings for the other age-sex groups.
- There appear to have been no dramatic shifts in mobility rates over time, but while men's rates hint at a moderate falling off in the 1990s, women's rates (except for the Entry group) do not.

Remerciements

Cette étude a été rendue possible par la Direction générale de la recherche appliquée de Développement des ressources humaines Canada, tandis que la Division des données régionales et administratives de Statistique Canada a fourni l'accès à l'information de la base de données administratives longitudinales (BDAL) sur laquelle cette étude est basée (de même qu'aux ressources humaines s'y rattachant), outre qu'elle a assuré l'élaboration de fichiers de base connexes, apporté un soutien et formulé des commentaires au sujet de l'analyse. L'auteur est également reconnaissant envers le Conseil de recherches en sciences humaines de lui avoir octroyé une subvention de recherche, qui s'est révélée cruciale lors des étapes préliminaires de recherche dans la BDAL. John Burbidge, Tom Courchene, Pierre Fortin, Gaétan Garneau, Stéphane Gascon, Michael Hatfield, Roger Sceviour et Allen Zeesman ont présenté des commentaires utiles. Allen Zeesman est également l'auteur des idées initiales concernant l'orientation du projet, tandis que Gaétan Garneau et Roger Sceviour ont aussi apporté une aide inestimable à la recherche.



Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Les données.....	4
2.1 Bref aperçu de la BDAL	4
2.2 La nature longitudinale de la BDAL et l'analyse de la mobilité interprovinciale	6
2.3 La taille du fichier de la BDAL et le niveau de détail de l'analyse	8
2.4 Les règles de sélection des échantillons.....	8
3. Le modèle économétrique.....	10
3.1 Le modèle de logits avec données longitudinales.....	10
3.2 La variable endogène : la province de résidence et la détermination des déménagement interprovinciaux.....	11
3.3 La province, la langue et la taille de la région de résidence	11
3.4 L'âge et la situation de famille.....	13
3.5 Le chômage, l'aide sociale et la rémunération.....	14
3.6 L'année courante.....	17
3.7 Les caractéristiques des échantillons	17
4. Les résultats empiriques.....	20
4.1 La province, la langue et la taille de la région de résidence	20
4.2 L'âge et la situation de famille.....	26
4.3 Les effets associés au chômage et au revenu	27
4.4 L'aide sociale.....	29
4.5 Les effets liés à l'année.....	29
5. Conclusion	33
5.1 Sommaire des résultats	33
5.2 Incidences des résultats.....	34
5.3 Orientations des travaux ultérieurs	36
Bibliographie.....	39



1. Introduction

La mobilité interprovinciale des particuliers est une question intéressante et importante pour un certain nombre de raisons. Premièrement, elle est liée à diverses questions relatives au marché du travail, dont les liens qui existent entre la mobilité et la rémunération des particuliers, la productivité dans les provinces d'origine et de destination et, de façon plus générale, l'efficacité du marché du travail. Deuxièmement, la mobilité revêt de l'importance par rapport à divers programmes d'assurance sociale et de soutien du revenu, tels que l'assurance-chômage, l'aide sociale et les soins de santé, en ce sens qu'il faut assurer la transférabilité des prestations auprès des personnes qui déménagent, sans toutefois encourager une mobilité indésirable (p. ex., particuliers qui déménagent dans une province particulière parce qu'elle offre des prestations d'aide sociale plus généreuses) ni entraver une mobilité plus souhaitable (p. ex., particuliers qui n'osent pas quitter une région à chômage élevé par crainte d'une réduction de leurs prestations d'assurance-chômage). Troisièmement, la mobilité est une question pertinente relativement aux programmes gouvernementaux de développement des ressources humaines, tels que les programmes d'éducation et de formation, puisque les compétences intrinsèques qu'acquièrent les particuliers se déplacent quand ceux-ci déménagent. Enfin, la mobilité interprovinciale est d'une importance capitale par rapport aux questions les plus fondamentales auxquelles les Canadiens font face en tant que nation. La mobilité interprovinciale reflète sans doute quelques-uns des avantages importants liés au fait que nous formons un pays. Elle témoigne du processus continu d'apprentissage et de reconnaissance des mœurs des autres provinces. Peut-être s'agit-il d'un secteur où il faudrait chercher à faire des compromis en cas d'éclatement du pays.

Vu l'importance de cette question, il n'est pas étonnant qu'elle ait déjà fait l'objet d'assez nombreuses études, qui sont basées tant sur des microdonnées que sur des données agrégées et qui reposent sur diverses approches analytiques¹. Par conséquent, nous en savons passablement

¹ Collectivement, Anderson [1966], Courchene [1974], Finnie [1998a], Grant et Vanderkamp [1976], Lin [1995], Osberg, Gordon et Lin [1994], Robinson et Tomes [1982], Stone [1969], ainsi que Vachon et Vaillancourt [1998] mesurent les sorties brutes, les entrées brutes, les mouvements nets, les tendances de la mobilité d'une province particulière à une autre, les caractéristiques de base des personnes qui déménagent ou ne déménagent pas, de même que les tendances du revenu s'y rattachant. Des modèles économétriques permettant un examen plus systématique des déterminants de la mobilité interprovinciale, y compris d'importants travaux axés sur le rôle des variables financières, se trouvent dans Courchene [1970], Day [1992], Day et Winer [1994] (exposé de synthèse), Dean [1992], Finnie [1998a], Grant et Vanderkamp [1976], Lin [1995], Miils, Percy et Wilson [1983], Osberg, Gordon et

sur l'importance et le sens de la mobilité interprovinciale et ses effets sur les niveaux de rémunération des particuliers, l'adaptation économique, le fonctionnement général des marchés du travail, et ainsi de suite.

Malgré les contributions apportées par ces études antérieures, elles ne s'appuient pas sur le genre de données administratives longitudinales canadiennes de portée générale qui convient le mieux à des recherches à ce sujet. En bref, comme la mobilité interprovinciale est un processus dynamique, il faut des données tout aussi dynamiques pour l'analyser de façon convenable. Par conséquent, cette communication a pour but d'exploiter les points forts particuliers de la récente banque de données administratives longitudinales (BDAL), à savoir sa nature longitudinale, sa taille et sa représentativité, ainsi que les variables qu'elle renferme, afin d'étudier la mobilité interprovinciale au Canada de 1982 à 1995.

Plus particulièrement, nous visons à répondre à la question fondamentale que voici : «Qui déménage?». À cette fin, nous analysons les déterminants de la mobilité interprovinciale chez les particuliers au moyen d'un modèle de logit avec données longitudinales qui permet d'évaluer la probabilité qu'une personne déménage d'une année à l'autre en fonction de divers facteurs «environnementaux» (province de résidence actuelle, taux de chômage provincial courant, taille de la région de résidence), de divers attributs personnels (langue, âge, état matrimonial, présence d'enfants), de certaines caractéristiques clés du marché du travail (niveau de rémunération, réception de prestations d'assurance-chômage ou d'aide sociale) et d'une série de variables de l'année qui traduisent toute variation générale de l'ampleur de la mobilité interprovinciale au fil des ans. L'analyse porte sur l'ensemble des adultes non étudiants âgés de 20 à 54 ans (c.-à-d. pas uniquement les personnes actives), et nous estimons des modèles distincts pour quatre différents groupes d'âge de chaque sexe, de sorte à faciliter la comparaison des tendances concernant la mobilité de ces groupes.

Lin [1994], Robinson et Tones [1982], Shaw [1986], Vachon et Vaillancourt [1998] ainsi que Winer et Gauthier [1982]. Au nombre des études traitant des effets de la mobilité interprovinciale sur les structures salariales provinciales et les questions stratégiques connexes figurent Courchene [1974], Graham [1964], Rosenbluth [1996], Shaw [1986] et Vanderkamp [1988]. Enfin, il est question du lien qui existe entre la migration et les revenus des particuliers dans Courchene [1974], Finnie [1998a, b], Grant et Vanderkamp [1976, 1980], Marr et Millerd [1980] et, de façon plus brève, dans Osberg, Gordon et Lin [1994] et Robinson et Tones [1982].

Cette communication est la seconde d'une série de trois documents du même auteur sur le sujet. La première communication (Finnie [1998a]) présente un aperçu général (non économétrique) de la mobilité interprovinciale. L'auteur y décrit l'importance et le sens des mouvements à court terme et sur des périodes plus longues pour chaque province; il analyse les sorties brutes, les entrées brutes, ainsi que les mouvements nets par province au fil des ans; il classe les particuliers en tant que personnes n'ayant pas déménagé ou en diverses catégories de personnes ayant déménagé, d'après leurs profils longitudinaux de mobilité; et il analyse la dynamique du revenu se rapportant à chacune de ces trajectoires. Dans la troisième communication de la série (Finnie [1998b]), l'auteur étudie les effets de la mobilité interprovinciale sur la rémunération des particuliers. À cette fin, il exploite l'aspect longitudinal de la BDAL pour estimer des modèles à effets fixes qui tiennent compte des niveaux de rémunération préalables au déménagement et d'autres attributs personnels tout en isolant les effets de la mobilité interprovinciale en soi sur la rémunération des particuliers.

Ce document est structuré ainsi : la section qui suit décrit les données de la BDAL et l'élaboration des échantillons servant à l'analyse; le modèle économétrique est présenté dans la troisième section; la quatrième section contient les résultats empiriques; dans la conclusion, nous résumons brièvement les principales constatations, indiquons certaines incidences des résultats et suggérons des sujets de recherche ultérieurs.

2. Les données

Comme les données de la BDAL sont relativement nouvelles et inconnues, nous amorçons cette section par une description générale de la BDAL, nos commentaires étant bien entendu axés sur le thème de la mobilité interprovinciale. Nous terminons par une explication des règles de sélection des échantillons utilisés dans l'estimation².

2.1 Bref aperçu de la BDAL

La banque de données administratives longitudinales (BDAL) se compose d'un échantillon représentatif de 10 % des déclarants canadiens, qui sont suivis dans le temps comme particuliers et qui sont rattachés à des unités familiales sur une base annuelle, ce qui permet d'élaborer un cadre dynamique de renseignements au niveau des particuliers et de la famille sur les revenus, les impôts et les caractéristiques démographiques de base, y compris la province de résidence. La première année de collecte des données de la BDAL est 1982, et le fichier se rendait jusqu'en 1995 au moment où ce projet se déroulait, ce qui détermine la période visée par cette analyse. L'étude porte donc sur une période assez étendue, qui comprend un cycle économique complet, tout en nous amenant jusqu'à un passé relativement récent.

La BDAL est élaborée à partir des dossiers fiscaux de Revenu Canada. Les particuliers sont sélectionnés d'après un générateur de nombres aléatoires reposant sur les numéros d'assurance sociale et ils sont suivis dans le temps grâce à la liaison des enregistrements au fil des ans³. Un particulier est supprimé de la BDAL s'il devient non-déclarant, soit principalement parce que son faible revenu l'exempte de l'obligation de produire une déclaration (et qu'il choisit de ne pas le faire – voir ci-dessous) ; soit parce qu'il se trouve à l'extérieur du pays ; soit parce qu'il est

² Finnie [1997a-g] traite des données de la BDAL et de leur utilisation dans d'autres contextes.

³ Si un particulier est sélectionné une année donnée, il le sera également au cours de toutes les autres années pour lesquelles il produit une déclaration de revenus ou figure dans les déductions fiscales d'un autre déclarant (p. ex., comme conjoint à charge). En outre, étant donné le nombre peut-être étonnant de titulaires de numéro d'assurance sociale qui changent de NAS au cours d'une année donnée (de l'ordre d'au moins plusieurs points de pourcentage), on prend bien soin de faire le rapprochement entre les données des particuliers qui passent d'un numéro temporaire à un numéro permanent (p. ex., les immigrants), qui ont perdu leur carte de NAS et qui demandent un nouveau numéro plutôt qu'une carte de remplacement basée sur l'ancien numéro (jadis, le remplacement d'une carte comportait des frais, alors qu'il n'en coûtait rien de demander un nouveau numéro), etc.

décédé. Les nouveaux déclarants (les jeunes, les immigrants, etc.) régénèrent automatiquement la BDAL selon le même ratio d'un sur dix⁴.

La couverture de la population adulte par la BDAL est très bonne puisque, contrairement à d'autres pays (comme les États-Unis), le taux de production de la déclaration de revenus est très élevé au Canada : les Canadiens à revenu élevé sont tenus de produire une déclaration, tandis que les particuliers à faible revenu ont des incitations à le faire, non seulement pour recouvrer l'impôt sur le revenu et d'autres retenues d'impôt sur la paie effectuées au cours de l'année, mais aussi, depuis 1986, pour recevoir divers crédits d'impôt. On estime que les ensembles complets de dossiers fiscaux annuels à partir desquels la BDAL est élaborée représentent de 91 % à 95 % de la population adulte cible (estimations officielles de la population), ce qui se compare favorablement à d'autres bases de données longitudinales d'enquête, voire même égale (ou peut-être surpasse) le rendement du recensement à cet égard⁵.

Par conséquent, la BDAL se compose d'un échantillon dynamique et représentatif de la population adulte canadienne : il est dynamique du fait que les mêmes particuliers font l'objet d'un suivi dans le temps, tandis qu'il est représentatif en ce sens qu'il reflète la population

⁴ Contrairement à ce que l'on fait dans d'autres bases de données longitudinales, en particulier les bases de données fondées sur des enquêtes comme la PSID américaine, on ne cherche pas à «remplacer» les observations visant les particuliers supprimés de la BDAL autrement qu'en fonction du plan d'échantillonnage sous-jacent. En particulier, il n'y a pas de processus de remplacement du nombre exact de partants, et il n'y a aucun rapprochement de caractère explicite entre les particuliers ajoutés à la base de données et ceux qui en ont été supprimés. Tout se fait plutôt selon le simple plan d'échantillonnage du dixième de la population sous-jacente entière (et donc représentative) des (nouveaux) déclarants, qui sont alors suivis dans le temps.

⁵ La représentativité relative de la BDAL pourrait être particulièrement bonne chez les particuliers à faible revenu étant donné les incitations (mentionnées ci-dessus) qu'ils ont à produire une déclaration de revenus, puisque le recensement ou d'autres enquêtes ne comportent aucune incitation de la sorte. À noter que, au cours de la période à l'étude, la proportion de particuliers ayant produit une déclaration de revenus a augmenté, surtout en raison de l'entrée en vigueur et de l'amélioration subséquente de divers crédits d'impôt (dont le crédit de taxe sur les ventes de 1986 et le crédit pour TPS de 1990). Quoique ce champ d'observation accru signifie que la BDAL est de plus en plus représentative de l'ensemble de la population adulte, cela pose d'éventuels problèmes de comparaison entre les données antérieures et ultérieures. Toutefois, Finnie [1997b] fait état de comparaisons qui, bien qu'elles soient basées sur des échantillons quelque peu différents de ceux qui sont employés ici, semblent indiquer que les effets associés aux déclarants sont relativement faibles. En particulier, le nombre de personnes faisant partie des échantillons de travail basés sur la BDAL n'a pas beaucoup augmenté au cours des années où les principaux crédits d'impôt sont entrés en vigueur, tandis que les niveaux de rémunération moyens et les coefficients de Gini basés sur la BDAL (au niveau national) traités dans cette analyse-là étaient assez semblables à ceux qui étaient basés sur les données de l'EFC – pour l'ensemble des personnes gagnant un revenu, selon le sexe, et par groupe particulier d'âge et de sexe. De plus, Finnie [1998a] constate que les taux et les tendances en ce qui a trait à la mobilité interprovinciale évoluent de façon assez graduelle dans le temps. En bref, il semblerait que l'éventuelle modification de la nature des échantillons de la BDAL au fil des ans ne soit pas particulièrement grave en général, ni particulièrement lourde de conséquences pour la présente étude.

générale au cours d'une année donnée. L'échantillon est également représentatif du point de vue longitudinal étant donné que la plupart des particuliers produisent une déclaration de revenus chaque année (ou sont associés à un autre déclarant dans le cas d'un conjoint imputé). Cette représentativité est particulièrement utile dans le contexte d'une analyse de la mobilité interprovinciale, puisque toute attrition ou tout sous-échantillonnage significatif serait sans doute lié au processus à l'étude – soit la mobilité interprovinciale – et occasionnerait par le fait même de réels problèmes d'analyse. En bref, la BDAL est efficace sur le plan de sa représentativité en général et, à cet égard, elle convient particulièrement bien à l'étude de la mobilité interprovinciale⁶.

2.2 La nature longitudinale de la BDAL et l'analyse de la mobilité interprovinciale

La structure longitudinale de la BDAL a la propriété clé de nous permettre d'observer, de façon continue au cours de la période 1982-1995 visée par les échantillons de travail, quels particuliers déménagent d'une année à l'autre. Il s'agit là d'un avantage fondamental par rapport à des BDAL transversales, qui ne nous renseignent généralement que sur certains lieux de résidence antérieurs ou sur le nombre total de déménagements et ce, de manière rétrospective. Autrement dit, elles ne permettent pas de dresser des profils complets de la mobilité interprovinciale et elles donnent lieu par le fait même à un sous-dénombrement général des déménagements et à des échantillons comportant un biais de durée, ce qui limite de beaucoup l'utilité de toute analyse s'y rattachant⁷.

⁶ Atkinson et coll. [1992] et l'OCDE [1996] discutent de la façon dont les BDAL du genre utilisé ici sont généralement caractérisées par un plus vaste champ d'observation et une attrition moindre, et par des mesures plus fiables de la rémunération (ce dont tient compte la présente analyse), comparativement aux BDAL d'enquête. Finnie [1997c, d, e] examine plus à fond les propriétés d'échantillonnage dynamique de la BDAL et analyse la dynamique de la rémunération selon divers plans de sous-échantillonnage; il ressort de façon générale que l'attrition de l'échantillon n'a habituellement pas fait obstacle aux analyses de la dynamique de la rémunération réalisées à ce jour.

⁷ En particulier, les déménagements consignés dans les bases de données transversales ne représentent en général qu'un certain sous-échantillon de l'ensemble des déménagements qui surviennent au fil des ans : habituellement, seuls ceux qui se produisent entre certains points arbitraires, comme la période d'interview actuelle et un moment passé précis (p. ex., le recensement actuel et le précédent) y figurent, alors qu'aucun des déménagements intermédiaires n'est indiqué. Bien que les échantillons résultants puissent contribuer jusqu'à un certain point à élaborer des indicateurs généraux de l'importance globale de la mobilité au cours d'une période donnée (p. ex., «Combien de particuliers ont déménagé au moins une fois d'une période de recensement à l'autre?»), ils donnent lieu à des sous-estimations du nombre total de déménagements et comportent des biais de durée, dont l'ampleur dépend de la taille de la «fenêtre» ouverte sur le processus de mobilité (c.-à-d. la période d'observation des déménagements) : plus la fenêtre est grande (c.-à-d. plus la période d'étude des déménagements est longue), plus

Qui plus est, les données transversales en soi nous renseignent peu sur la situation des années antérieures (c.-à-d. préalables au déménagement), alors que ce sont précisément les renseignements nécessaires à une modélisation du processus de mobilité, comme les effets des caractéristiques du marché du travail, de l'âge, de l'état matrimonial, etc. sur les déménagements subséquents (comme il en est question plus loin). Ainsi, les bases de données administratives non longitudinales produisent des échantillons ou des profils de déménagements interprovinciaux qui sont incomplets ou biaisés, et l'analyse pouvant être effectuée à partir des observations disponibles est considérablement limitée.

Enfin, non seulement la BDAL comporte la structure longitudinale requise, mais elle présente également – comme nous venons d'en discuter – des propriétés d'échantillonnage souhaitables du point de vue transversal aussi bien que longitudinal, grâce au fait que la plupart des Canadiens produisent une déclaration de revenus (ou sont autrement associés à un déclarant) année après année, qu'ils déménagent ou pas.

En bref, l'analyse de la mobilité interprovinciale repose généralement au départ sur un échantillon longitudinal représentatif qui fournit, d'une manière courante, des renseignements sur les lieux de résidence des particuliers et d'autres caractéristiques afin que tous les déménagements puissent être pris en compte et être dûment analysés. La BDAL est la première en son genre au Canada qui satisfait à ces exigences pour la population générale au cours d'une période prolongée.

grande sera la proportion de déménagements de courte durée qui seront exclus. Par ailleurs, bien que les bases de données qui comprennent des mesures sommaires de la mobilité telles que le nombre total de déménagements au cours d'une période donnée puissent encore une fois fournir des indicateurs généraux utiles de l'importance globale de la mobilité, il leur manque habituellement même les données les plus essentielles à toute analyse significative, telles que les provinces d'origine et de destination des divers déménagements. En bref, seules des données longitudinales permettent d'indiquer tous les déménagements et fournissent les renseignements de base voulus sur chaque déménagement. (En théorie, on pourrait tâcher de consigner tous les déménagements antérieurs au moyen d'une enquête ponctuelle bien conçue, mais il est peu probable que cette tentative se révèle fructueuse en pratique.) Une mise en garde s'impose : à vrai dire, il est exagéré d'affirmer que la BDAL ou d'autres données longitudinales font état de «tous les déménagements»; il s'agit plutôt de tous les déménagements d'une fin d'année à une autre. Toutefois, compte tenu de l'orientation de ce projet, il y a probablement peu de particuliers qui déménagent à titre «permanent» d'une province à une autre plus d'une fois par année.

2.3 La taille du fichier de la BDAL et le niveau de détail de l'analyse

L'abondance assez remarquable d'observations versées dans la BDAL (quelque deux millions par an) constitue un autre élément essentiel qui facilite l'analyse de la mobilité interprovinciale. En particulier, la BDAL fournit suffisamment d'observations pour faire une analyse détaillée : même en effectuant une estimation distincte pour chaque groupe d'âge et de sexe, nous avons un nombre suffisant d'observations pour bien analyser tous les paramètres d'intérêt (en fait, nous utilisons un échantillon d'un dixième du fichier intégral de la BDAL pour que l'estimation des modèles soit plus maniable). En outre, il serait possible de pousser l'analyse plus loin, notamment en estimant les modèles pour d'autres sous-groupes particuliers ou même en estimant des modèles distincts par province, car les données auraient de bonnes chances de permettre de telles analyses (la BDAL intégrale de 10 % serait utilisée selon les besoins).

2.4 Les règles de sélection des échantillons

Les particuliers étaient inclus dans les échantillons des estimations s'ils répondaient aux critères ci-dessous pour toute paire d'années consécutives, soit l'unité d'observation utilisée aux fins de l'analyse. (Des particuliers pouvaient être inclus pour certaines paires d'années, mais pas d'autres, tout dépendant des années pour lesquelles ils figurent dans la BDAL et satisfont aux règles de sélection.)

Premièrement, un particulier devait être un déclarant ou le conjoint imputé d'un déclarant ayant un NAS repérable (fourni par le déclarant). Deuxièmement, il devait être âgé entre 20 ans et 54 ans (inclusivement). Nous avons adopté la limite d'âge inférieure pour éliminer la majorité des étudiants de niveau préuniversitaire ou collégial et des autres jeunes vivant encore chez leurs parents et ainsi limiter l'analyse de façon générale aux «adultes», bien que l'auteur reconnaisse avoir utilisé un seuil arbitraire pour définir ce terme. Quant à la limite d'âge supérieure, elle a pour but d'axer l'analyse sur la population d'âge actif et d'éviter les questions liées à la transition vers la retraite – une dynamique qu'il y aurait lieu d'examiner dans le cadre d'une étude distincte. Nous tenons compte par ailleurs des effets de l'âge en effectuant des régressions distinctes pour chaque groupe d'âge et en intégrant aux modèles des variables de l'âge (voir plus loin).

Troisièmement, les étudiants à plein temps du niveau postsecondaire ont été exclus de l'analyse parce que leurs décisions concernant leur mobilité sont motivées par des facteurs différents de ceux qui s'appliquent au reste de la population et que, de toute façon, d'autres sources de données se prêteraient mieux à une étude à leur sujet. Aux fins de cette exclusion, nous nous sommes appuyés sur les déductions fiscales pertinentes selon les données de la BDAI pour imputer le statut d'étudiant⁸.

⁸ Cet exercice plutôt complexe est décrit plus à fond dans Finnie [1997a, c, d, e]. L'auteur collabore actuellement avec John Burbidge, de l'Université McMaster, à une étude des tendances concernant la mobilité interprovinciale des étudiants du niveau postsecondaire, à l'aide des Enquêtes nationales auprès des diplômés.

3. Le modèle économétrique

Dans cette section, nous présentons le modèle de logits avec données longitudinales utilisé dans l'analyse, nous expliquons la nature précise de la variable dépendante et nous décrivons les divers ensembles de variables explicatives qui sont intégrées au modèle.

3.1 Le modèle logit avec données longitudinales

La mobilité interprovinciale est modélisée ici au moyen d'un modèle logit. Pour chaque paire d'années consécutives où un particulier est inclus dans les échantillons de travail, une valeur d'unité est attribuée à la fonction indicatrice si le particulier a déménagé dans une autre province, tandis qu'une valeur nulle y est attribuée s'il n'a pas déménagé. Nous estimons alors les liens qui existent entre les diverses variables explicatives intégrées au modèle et la probabilité de déménager, en utilisant les techniques du maximum de vraisemblance et en posant comme hypothèse que le processus stochastique sous-jacent suit une distribution des valeurs extrêmes⁹.

Les variables explicatives traduisent divers coûts et avantages – au sens large – associés au déménagement et elles sont représentées par les valeurs applicables à la première année (soit l'année «préalable au déménagement») pour chaque paire d'années analysée. Par conséquent, le modèle est une formulation de forme réduite où les coefficients indiquent les effets totaux ou nets des variables explicatives sur la probabilité de déménager. Par exemple, l'état matrimonial influe en général tant sur les coûts que sur les avantages du déménagement, et les coefficients estimatifs représentent l'effet net de ces influences. Étant donné ce cadre de forme réduite, les coefficients résultants représentent des estimations asymptotiquement constantes des paramètres de la population sous-jacente. En bref, le modèle représente une fonction d'espérance conditionnelle bien définie qui convient tout à fait à la tâche qui nous préoccupe.

⁹ Osberg, Gordon et Lin [1994] et Lin [1995] utilisent l'Enquête sur l'activité de 1986-1987 pour estimer des micromodèles de la migration interrégionale (et de la mobilité interindustrielle) chez les hommes qui sont assez conformes à l'intention des modèles présentés plus loin. Toutefois, comme la base de données de l'EA ne porte que sur une très brève période et un nombre relativement restreint de personnes ayant déménagé, le niveau de détail de l'analyse est grandement limité (p. ex., les auteurs sont contraints à estimer les équations pour les particuliers de tous âges confondus). Vachon et Vaillancourt [1998] s'appuient sur les données du recensement pour estimer des modèles de déménagement pour l'intervalle des dix années précédentes qui sont axés sur les caractéristiques démographiques de base connues (bien entendu, les données du recensement ne renseignent pas sur d'autres caractéristiques antérieures de la «première année»).

3.2 La variable endogène : la province de résidence et la détermination des déménagements interprovinciaux

La province de résidence du particulier est considérée comme celle où les impôts étaient exigibles – essentiellement celle où le particulier résidait à la fin de l'année¹⁰. Cette variable convient bien à l'analyse parce qu'elle est appropriée sur le plan conceptuel, sa définition est étroite (notamment la précision concernant le lieu de résidence à la fin de l'année) et, comme il s'agit d'un élément d'information clé aux fins de l'impôt, Revenu Canada en fait la vérification. Nous définissons ensuite un déménagement interprovincial comme un changement de la province d'imposition du particulier d'une année à l'autre.

3.3 La province, la langue et la taille de la région de résidence

Le premier ensemble de variables explicatives intégrées aux modèles indiquent la province de résidence du particulier. (L'Ontario est la catégorie omise en fonction de laquelle les effets des autres provinces sont définis.) L'un des facteurs sous-jacents que traduisent les variables de la province serait les effets absolus de la «taille» – les provinces moins peuplées offrant généralement moins de possibilités d'emploi en raison de leurs marchés du travail plus restreints, du moins pour certains genres de travailleurs¹¹. Ensuite, la conjoncture économique générale varie selon la province, et les indicateurs de province reflètent ces effets dans la mesure où ils ne sont pas par ailleurs intégrés à la mesure du taux de chômage provincial et aux variables du chômage et du revenu du particulier que contiennent les modèles (voir plus loin). Enfin, comme chaque province a une culture qui lui est propre, les variables de la province traduisent aussi la mesure dans laquelle les particuliers ne souhaitent pas (ou, au contraire, souhaitent activement) quitter leur lieu de résidence pour cette raison. Dans le contexte canadien, où la langue est si importante, nous pourrions nous attendre à ce que ces effets soient particulièrement prononcés dans le cas du Québec et, à un degré moindre, du Nouveau-Brunswick.

¹⁰ Les particuliers vivant au Yukon étaient assimilés aux Britanno-Colombiens, tout comme les résidents des Territoires du Nord-Ouest l'étaient aux Manitobains. Bien que certaines personnes ayant un revenu de profession libérale aient un certain choix quant à leur province d'imposition, leur nombre est infime (de 0,01 à 0,06 % de l'échantillon dans toute année donnée), et les choix pertinents sont restreints au point où n'importe lequel serait acceptable aux fins de cette étude.

¹¹ Par exemple, les particuliers œuvrant dans le secteur des services de détail font généralement face à des marchés relativement locaux et à une distribution représentative des possibilités d'emploi dans les environs, alors que certains professionnels (et d'autres travailleurs) font souvent face à des marchés d'envergure nationale, ce qui signifie que les possibilités d'emploi dans la province sont fonction de sa taille.

Nous poussons plus loin la question linguistique en intégrant aux variables de la province utilisées dans les modèles deux variables de la langue minoritaire représentant les anglophones au Québec et les francophones hors Québec. Ainsi, les variables de provinces sont en fait des variables de province *et* de langue. Étant donné la spécification précise adoptée ici, les anglophones de l'Ontario constituent la catégorie province-langue omise. Les indicateurs de province autres que le Québec sous-entendent l'usage de l'anglais (catégorie omise) et traduisent les différences entre les anglophones de ces provinces et le groupe de base formé des anglophones de l'Ontario. Par contre, la variable du Québec (représentant tous les résidents de cette province) traduit de façon implicite l'effet d'être francophone au Québec par rapport à la catégorie de base omise des anglophones de l'Ontario, vu que la variable anglais-Québec tient compte des différences entre les anglophones et les francophones, et que le total des coefficients pour le Québec et l'interaction anglais-Québec représente l'effet d'être anglophone dans cette province par rapport au groupe repère des anglophones de l'Ontario. Enfin, la variable d'interaction française-RDC («reste du Canada») traduit les différences entre les francophones et les anglophones dans n'importe quelle province de résidence hors Québec (d'après l'hypothèse selon laquelle cet effet est constant à l'échelle des provinces)¹².

Ce traitement conjoint de la province et de la langue comporte certains avantages par rapport à la spécification plus courante selon laquelle les effets de province et de langue sont traités de façon indépendante (divers indicateurs de province ou de région et une variable unique représentant les francophones peu importe où ils vivent). En particulier, la spécification traditionnelle ne permet pas de tenir compte du fait que la minorité anglophone au Québec peut se comporter différemment de la majorité francophone de cette province. De même, la variable omnibus du «français» représente un amalgame d'effets qui pourraient être assez différents chez les francophones du Québec et chez les francophones hors Québec. Il semblerait particulièrement important de tenir compte des effets de la langue minoritaire dans le contexte d'une étude de la mobilité interprovinciale. Il faudrait signaler que la variable de la langue a trait à celle qui est utilisée dans la déclaration de revenus, ce qui signifie, d'une part, que cette variable comporte

¹² C'est Ronald Meng, de l'Université de Windsor, qui a d'abord suggéré une spécification de ce genre à l'auteur.

vraisemblablement une certaine marge d'erreur et, d'autre part, que le bilinguisme et l'usage de langues non officielles ne sont pas pris en compte¹³.

Nous utilisons une série de variables dichotomiques représentant la taille de la région de résidence du particulier afin de saisir diverses influences économiques, culturelles et autres similaires à celles que représentent les variables de la province. Les effets de ces variables ne sont pas nécessairement prévisibles *ex ante*. Par exemple, les particuliers vivant en milieu rural pourraient avoir de moins nombreuses possibilités d'emploi à l'échelle locale, ce qui accroît leur probabilité de partir. Toutefois, ils pourraient également avoir plus d'attaches – économiques, culturelles ou personnelles – avec leur milieu local, par exemple s'ils sont propriétaires d'une ferme familiale, s'ils sont membres d'une petite ville ou d'une collectivité rurale très unie, ou s'ils entretiennent des liens familiaux étroits dans un contexte où ces relations pourraient être particulièrement importantes, ce qui réduit la probabilité d'un déménagement. La catégorie omise est formée des grands centres urbains (de 500 000 habitants ou plus), la série de cinq variables dichotomiques indiquant les petits centres urbains, les petites villes, les villages et les régions rurales. Aux fins de cette variable, nous utilisons les renseignements sur le code postal figurant dans la BDAL, que nous rattachons aux données pertinentes du recensement¹⁴.

3.4 L'âge et la situation de famille

L'âge est pris en compte de deux façons dans l'estimation. D'abord, des modèles distincts sont estimés pour quatre groupes d'âge de chaque sexe : les «débutants» (de 20 à 24 ans), les

¹³ Ce facteur pourrait être particulièrement important dans le cas du Québec, où la forte proportion d'allophones (avoisinant le nombre d'anglophones selon le plus récent recensement) sont inclus dans l'un des groupes linguistiques officiels, selon la langue utilisée dans la déclaration de revenus. Par conséquent, la variable anglais-Québec comprend les anglophones *et certains allophones*, tandis que la variable du Québec en soi représente non seulement les francophones, mais également les allophones qui remplissent leur déclaration de revenus en français – ce qui brouille dans une certaine mesure l'interprétation des résultats du point de vue «français-anglais». Dans les autres provinces, comme les particuliers qui parlent une troisième langue sont sans doute plus susceptibles de remplir leur déclaration de revenus en anglais, la variable français-RDC traduit un effet de langue (officielle) minoritaire plus absolu.

¹⁴ Il y a relativement peu de particuliers pour qui la variable de la taille de la région de résidence est erronée : il s'agit des particuliers qui ont changé de lieu de résidence – *et* de grandeur de région – entre la fin de l'année d'imposition visée et la date de leur dernière correspondance avec Revenu Canada au cours de l'année suivante (c.-à-d., l'année de production de la déclaration de revenus), puisque ce sont les renseignements sur le code postal figurant dans cette déclaration qui servent à déterminer la taille de la région de résidence. Toutefois, dans la vaste majorité des cas (ce qui comprend presque tous les particuliers n'ayant pas déménagé), les renseignements sur le code postal donnent une indication exacte de la taille de la région de résidence. En bref, on peut sans doute ne pas tenir compte de la marge d'erreur résultante, sans conséquence grave.

«jeunes» (de 25 à 34 ans), les particuliers d'«âge mûr» (de 35 à 44 ans) et les particuliers «âgés» (de 45 à 54 ans). Nous avons déjà discuté des raisons pour lesquelles l'analyse est limitée aux particuliers âgés de 20 à 54 ans. Par ailleurs, les catégories choisies servent simplement à répartir les particuliers d'après diverses grandes étapes du cycle de vie. Même si les choix effectués demeurent plutôt arbitraires, ils font l'affaire¹⁵.

Ensuite, l'âge est intégré sous forme quadratique à chacun des modèles d'âge et de sexe, ce qui permet d'en préciser les effets dans chaque groupe. L'âge devrait généralement avoir un effet négatif sur le déménagement, du fait que les coûts (sur le plan psychologique et économique) augmentent et que les avantages futurs prévus diminuent (vu l'horizon plus court) en fonction de l'âge. Il est toutefois difficile de dire si ces effets se manifesteront au cours des intervalles relativement brefs qui correspondent aux quatre catégories d'âge utilisées ici.

On peut s'attendre à ce que l'état matrimonial et la présence d'enfants influent sur les coûts et les avantages associés au déménagement, et peut-être différemment chez les hommes et chez les femmes. Par exemple, d'une part, toute augmentation de revenu découlant d'un déménagement suppose un avantage complémentaire supérieur (en moyenne) pour les personnes ayant de plus grandes responsabilités familiales. D'autre part, leurs coûts de déménagement sont généralement plus élevés aussi. Par conséquent, les effets de ces variables ne sont pas nécessairement prévisibles *ex ante*. Nous tenons compte de la variation des effets de la présence d'enfants en fonction de l'état matrimonial par l'inclusion d'un indicateur de parent seul conjointement avec les variables indiquant les couples et les couples ayant des enfants (la catégorie omise est celle de la personne célibataire n'ayant pas d'enfants).

3.5 Le chômage, l'aide sociale et la rémunération

Nous passons maintenant à une série de variables liées au marché du travail et au revenu qui traduisent la conjoncture du marché du travail local, de même que les situations et les attributs propres aux particuliers. Tout d'abord, les débouchés sur le marché du travail «local» (compte tenu du fait que nous examinons les déménagements hors province) sont représentés par le taux

¹⁵ Ces mêmes groupes d'âge sont utilisés dans d'autres travaux basés sur la BDAL menés par l'auteur (Finnie [1997a-e, g], et dans d'autres travaux conjoints (Beach et Finnie [1998], Finnie et Gray [1998]), ce qui permet d'établir des comparaisons entre ces différents éléments du programme de recherche basé sur la BDAL.

de chômage provincial, dont la variation au fil du temps et entre les provinces en indique les effets pertinents¹⁶.

Au niveau plus personnel, le statut de prestataire d'assurance-chômage traduit un certain nombre d'effets sur la probabilité de déménager. D'une part, la réception de prestations d'assurance-chômage (maintenant l'assurance-emploi) pourrait signaler l'absence de bonnes possibilités d'emploi – sans doute ici à un niveau plus local et davantage par rapport aux compétences intrinsèques du particulier qu'en raison du taux de chômage provincial global mentionné précédemment. D'autre part, les particuliers pourraient hésiter à déménager si cela compromettrait leurs prestations de chômage actuelles ou futures. En effet, la variation des périodes d'admissibilité et des prestations selon le lieu de résidence actuel ressort souvent comme une entrave à la mobilité de la main-d'œuvre au Canada. La réception de prestations d'assurance-chômage pourrait également traduire toute une gamme d'autres caractéristiques personnelles ou facteurs situationnels qui sont corrélés aux débouchés sur le marché du travail ainsi qu'au désir ou à la capacité du particulier de saisir ces possibilités et qui peuvent influencer sur sa propension à déménager. Les effets de la variable de l'assurance-chômage ne sont donc pas prévisibles *ex ante*.

Bien que le lien qui existe entre la réception de prestations d'aide sociale et la migration soit intéressant, le statut de bénéficiaire d'aide sociale n'est consigné dans la BDAL que depuis 1992¹⁷. Par conséquent, nous avons procédé à une nouvelle estimation du modèle pour la période beaucoup plus restreinte allant de 1992 à 1995 en y intégrant un indicateur de réception d'aide sociale permettant d'établir des estimations du lien entre l'aide sociale et la mobilité.

¹⁶ Malgré l'inclusion des variables de la province (décrites précédemment), la variable du chômage provincial ne donne pas lieu à une suridentification du modèle et ce, pour deux raisons. Premièrement, il s'agit d'une variable continue, par opposition à la série de variables dichotomiques représentant la province, ce qui signifie que les deux ensembles de variables ne sont pas colinéaires. Deuxièmement, il existe deux sources de variation – entre les provinces et au fil du temps – dans le cas de la variable du chômage, alors que les variables de la province ne peuvent qu'avoir les mêmes effets au cours de toutes les années.

¹⁷ L'aide sociale est un élément distinct de la déclaration générale T-1 de revenus des particuliers (servant aux calculs des crédits d'impôt), et les formulaires «T-5 SA» correspondants sont acheminés aux particuliers selon la province depuis 1992 seulement. De 1986 à 1991, l'aide sociale figurait dans les déclarations T-1 (où elle entrait encore une fois dans les calculs des crédits d'impôt), mais elle était regroupée avec d'autres transferts gouvernementaux non imposables (indemnités pour accident du travail, SRG), et aucun T-5 n'était envoyé. Avant 1986, l'aide sociale ne figurait d'aucune façon dans la déclaration de revenus des particuliers.

L'inclusion du niveau de rémunération du particulier (en plus d'un facteur quadratique) permet d'exprimer, en forme réduite, le degré auquel les possibilités d'emploi dans la province actuelle par rapport aux autres provinces varient selon le niveau de rémunération, et traduit les éventuelles caractéristiques personnelles qui sont corrélées tant à la rémunération qu'à la mobilité interprovinciale et qui ne sont pas représentées ailleurs dans le modèle. À ce stade-ci, nous évitons toute méthode statistique plus complexe d'estimation des liens pertinents qui existent entre la rémunération et la mobilité au niveau des particuliers, telle que la méthode d'analyse économétrique axée sur les personnes ayant ou n'ayant pas déménagé, qui consiste généralement à estimer des modèles de rémunération pour la province actuelle et les autres provinces, à y intégrer les diverses valeurs de façon individuelle, puis à inclure tout écart pertinent en tant que variable explicative dans un modèle à plusieurs degrés selon l'approche de Heckman¹⁸. De plus, nous laissons de côté le processus complexe et détaillé qui consiste à élaborer des mesures des possibilités de revenu de remplacement à l'échelle des provinces au niveau global et qui caractérise une bonne part des études portant sur les mouvements totaux, pour nous concentrer ici sur la question «Qui déménage?»¹⁹.

Le concept du revenu pertinent que nous utilisons ici est celui du revenu provenant des salaires et des traitements et du revenu net d'un travail indépendant, exprimé en dollars constants de 1995 et plafonné au niveau de revenu moyen du dixième de percentile supérieur. Nous mettons donc

¹⁸ Voir, par exemple, Robinson et Tomes [1982]. Il y a deux raisons principales pour lesquelles nous évitons cette approche dans la présente communication. Premièrement, les effets liés au revenu ne sont pas l'objet particulier de cette analyse, et les paramètres associés à l'approche de forme réduite adoptée ici sont économétriquement valables et intéressants en soi – ne serait-ce que d'un point de vue purement descriptif (plutôt que structurel).

Deuxièmement, les procédures sous-jacentes de l'approche axée sur les personnes ayant ou n'ayant pas déménagé sont assez complexes et quelque peu improvisées dans le contexte multiprovincial qui caractérise le problème de la mobilité interprovinciale (par opposition au simple cadre à deux variables permettant une application beaucoup plus simple des méthodes). De plus, parmi les variables que contient la BDAL, il n'y a aucun candidat évident que nous pouvons exclure du modèle de déménagement de dernier degré en vue de déterminer les effets pertinents, ce qui signifie que toute hypothèse à cet égard serait quelque peu «héroïque» et que les résultats seraient par le fait même fondés sur des bases économétriques douteuses. En bref, les coûts liés à la mise en œuvre d'une procédure du genre seraient plutôt élevés, tandis que les avantages prévus seraient sans doute assez limités. Cela étant dit, on pourrait tâcher d'analyser le revenu de cette façon dans le cadre d'études ultérieures.

¹⁹ Day [1992] discute de la façon d'intégrer des indices du revenu global à une analyse de microdonnées du genre général employé ici. Day (Université d'Ottawa) et Stan Winer (Carleton) mènent actuellement une étude générale de ce genre qui porte sur les déterminants «financiers» de la migration interprovinciale (c.-à-d., les paramètres associés au programme d'assurance-chômage, etc.).

l'accent sur la mobilité en ce qui a trait aux marchés du travail, par opposition à toute définition plus générale du revenu²⁰.

Enfin, nous avons inclus à des fins de contrôle une variable indiquant si le particulier était un non-déclarant dont le dossier a été tiré par imputation de la déclaration de revenus du conjoint pour l'année en question (un nombre relativement restreint d'observations).

3.6 L'année courante

Le dernier ensemble de variables que contiennent les modèles consiste en une série de variables dichotomiques d'année, allant de 1983 à 1994 (1982 est la catégorie omise). Ces variables permettent de tenir compte de la variation de la probabilité de déménager au fil des ans, sans que soit limitée la forme fonctionnelle des fluctuations. Par conséquent, ces variables traduisent tous les effets liés à l'année, notamment les influences cycliques qui ne sont pas autrement indiquées par les diverses variables du chômage et du revenu intégrées aux modèles, ainsi que toute évolution générale de la tendance qu'ont les particuliers à déménager d'une province à une autre au cours de la période visée par l'analyse.

3.7 Les caractéristiques des échantillons

Le tableau 1 présente les caractéristiques de base des échantillons utilisés dans l'estimation.

²⁰ Les modèles ont également été estimés en fonction du revenu marchand, concept plus général que celui de la rémunération. Les résultats, qu'on peut obtenir auprès de l'auteur, sont généralement très semblables aux résultats présentés plus loin, qui sont basés sur la mesure de la rémunération.

Tableau 1a - Statistiques descriptives, Hommes

	Débutants (20-24 ans)		Jeunes (25-34 ans)		Âge mûr (35-44 ans)		Âgés (45-54 ans)	
	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
Province								
T.-N.	,024	,154	,020	,141	,020	,136	,019	,137
N.-É.	,040	,195	,034	,181	,032	,175	,032	,176
I.-P.-É.	,005	,070	,004	,065	,005	,069	,005	,070
N.-B.	,032	,177	,027	,162	,028	,165	,026	,160
QUÉ.	,265	,441	,262	,440	,266	,442	,262	,440
ONT.	,356	,479	,364	,481	,360	,480	,376	,484
MAN.	,048	,213	,044	,205	,041	,199	,040	,197
SASK.	,038	,190	,035	,185	,033	,179	,032	,176
ALB.	,097	,295	,101	,301	,097	,296	,086	,280
C.-B.	,097	,295	,108	,310	,119	,323	,123	,328
Langue min. (ANG./FR.)								
Anglais-Québec	,032	,176	,032	,176	,035	,183	,037	,190
Français-RDC	,012	,111	,011	,102	,009	,094	,008	,087
Taille de la région								
500 000 ou plus	,148	,353	,142	,349	,141	,348	,138	,345
100 000-499 999	,109	,312	,106	,308	,109	,311	,110	,313
30 000-99 999	,031	,174	,032	,175	,031	,173	,031	,173
0-14 999	,144	,352	,138	,345	,140	,347	,133	,339
Région rurale	,126	,331	,110	,313	,111	,314	,110	,313
Âge								
Âge	22,2	1,4	29,6	2,8	39,3	2,9	49,2	2,9
Âge ²	493,0	62,2	885,1	167,6	1549,6	225,2	2433,0	285,0
Situation de famille								
Célibataire	,323	,467	,239	,426	,153	,380	,127	,333
Marié, sans enfants	,137	,344	,201	,401	,108	,310	,213	,410
Marié, enfants	,458	,498	,519	,500	,702	,457	,625	,484
Parent seul	,081	,272	,040	,196	,035	,185	,034	,181
Chômage et rémun.								
Taux de chômage prov.	10,18	2,82	10,06	2,75	10,09	2,71	10,10	2,71
Ass.-chômage	,355	,479	,258	,438	,174	,379	,158	,385
Rémunération nulle	,070	,255	,070	,255	,081	,272	,104	,305
Rémunération	16 100	1,41E+04	29 400	2,42E+04	38 600	5,03E+04	39 700	5,29E+04
Rémunération ^c	4,60E+08	6,45E+09	1,45E+09	1,45E+10	4,02E+09	4,17E+11	4,38E+09	1,15E+11
Imputation	,005	,069	,014	,119	,018	,134	,023	,149
Années								
1982	,092	,289	,073	,260	,063	,242	,068	,252
1983	,090	,286	,074	,261	,065	,246	,067	,250
1984	,087	,282	,074	,262	,066	,249	,067	,250
1985	,085	,279	,075	,263	,069	,253	,068	,251
1986	,083	,275	,076	,265	,071	,257	,069	,253
1987	,079	,269	,077	,267	,073	,260	,070	,255
1988	,076	,264	,079	,269	,076	,265	,073	,260
1989	,071	,257	,080	,271	,079	,270	,076	,265
1990	,069	,253	,080	,272	,082	,275	,079	,270
1991	,066	,252	,079	,270	,084	,278	,083	,276
1992	,068	,251	,079	,269	,088	,283	,088	,284
1993	,066	,248	,078	,269	,091	,287	,094	,291
1994	,068	,251	,076	,266	,093	,291	,098	,297

Tableau 1b - Statistiques descriptives, Femmes

	Débutantes (20-24 ans)		Jeunes (25-34 ans)		Âge mûr (35-44 ans)		Âgées (45-54 ans)	
	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
Province								
T.-N.	,025	,156	,020	,141	,021	,143	,020	,139
N.-É.	,039	,194	,034	,181	,032	,177	,031	,173
I.-P.-É.	,005	,072	,005	,067	,004	,066	,005	,069
N.-B.	,032	,175	,028	,164	,026	,160	,027	,162
QUÉ.	,257	,437	,262	,440	,270	,444	,277	,447
ONT.	,349	,477	,362	,481	,364	,481	,375	,484
MAN.	,047	,211	,040	,197	,040	,195	,038	,192
SASK.	,036	,187	,035	,184	,031	,174	,032	,177
ALB.	,102	,303	,102	,303	,092	,289	,081	,273
C.-B.	,108	,310	,112	,315	,120	,325	,115	,319
Langue min. (ANG./FR.)								
Anglais-Québec	,033	,179	,035	,183	,041	,198	,071	,257
Français-RDC	,010	,101	,010	,100	,009	,096	,008	,091
Taille de la région								
500 000+	,147	,354	,147	,354	,145	,352	,143	,350
100 000-499 999	,112	,315	,106	,308	,108	,310	,111	,314
30 000-99 999	,032	,175	,032	,176	,032	,175	,030	,171
0-14 999	,136	,343	,131	,338	,127	,333	,126	,332
Région rurale	,113	,317	,106	,308	,104	,305	,106	,308
Âge								
Âge	22,2	1,4	29,6	2,8	39,2	2,9	49,2	2,9
Âge ^c	494,7	61,9	882,2	167,6	1547,6	225,0	2431,5	285,0
Situation de famille								
Célibataire	,233	,423	,138	,345	,095	,293	,128	,334
Mariée, sans enfants	,219	,413	,174	,380	,096	,295	,270	,444
Mariée, enfants	,407	,491	,567	,495	,682	,466	,507	,500
Parent seul	,141	,347	,120	,324	,126	,331	,091	,288
Chômage et rémun.								
Taux de chômage prov.	10,22	2,82	10,09	2,75	10,11	2,73	10,13	2,71
Ass.-chômage	,254	,435	,240	,427	,159	,366	,136	,342
Rémunération nulle	,181	,385	,240	,427	,245	,430	,310	,463
Rémunération	11 100	1,01E+04	15 300	1,54E+04	17 500	1,89E+04	15 900	1,98E+04
Rémunération ^c	2,24E+08	3,44E+08	4,71E+08	1,14E+09	6,62E+08	4,06E+09	6,44E+08	6,28E+09
Imputation	,015	,123	,023	,149	,041	,198	,122	,328
Année								
1982	,096	,295	,072	,259	,061	,240	,065	,247
1983	,095	,293	,073	,260	,064	,244	,065	,246
1984	,090	,287	,074	,261	,066	,248	,065	,247
1985	,087	,282	,075	,263	,068	,252	,066	,249
1986	,083	,276	,076	,264	,071	,256	,068	,251
1987	,079	,269	,076	,266	,072	,259	,070	,255
1988	,074	,261	,078	,268	,076	,264	,073	,260
1989	,069	,254	,078	,269	,079	,269	,077	,266
1990	,067	,251	,080	,271	,082	,275	,080	,271
1991	,066	,248	,080	,271	,085	,279	,084	,278
1992	,064	,245	,080	,271	,088	,284	,090	,287
1993	,064	,244	,080	,272	,093	,290	,096	,295
1994	,065	,247	,078	,269	,095	,294	,100	,300

4. Les résultats empiriques

Dans cette section, nous présentons les résultats des modèles ayant fait l'objet d'une estimation. Les huit équations du tableau 2 indiquent les coefficients estimés pertinents et les écarts-types correspondant à chacun des groupes d'âge et de sexe. Les coefficients estimés qui sont statistiquement différents de zéro au niveau de confiance de 0,05 sont indiqués par un seul astérisque, tandis qu'un résultat significatif au niveau de 0,01 est indiqué par deux astérisques (selon des tests *t* bilatéraux). Le tableau 3 illustre les effets de chacune des variables sur la probabilité de déménager sous forme de pourcentage par rapport aux niveaux de base²¹.

4.1 La province, la langue et la taille de la région de résidence

Par rapport à la catégorie de base (omise) de l'Ontario, le fait de vivre au Québec a un profond effet négatif sur la mobilité interprovinciale, alors que le fait de vivre dans toute autre province est associé à une probabilité plus élevée de déménager (coefficients positifs et statistiquement significatifs dans presque tous les cas). Ainsi, même en contrôlant le taux de chômage provincial, les niveaux de rémunération des particuliers, la réception de prestations d'assurance-chômage, et ainsi de suite, les taux d'émigration varient à un degré significatif selon la province, ce qui traduit probablement les divers effets liés à la taille de la province, à la conjoncture économique (qui n'est pas autrement mesurée) et à la culture, comme nous en avons discuté précédemment. Bon nombre de ces effets modifient la probabilité de déménager d'environ 50 % ou plus (tableau 3).

Plus précisément, les petites provinces sont généralement caractérisées par des coefficients positifs supérieurs, ce qui traduit probablement tant les effets absolus liés à la taille de la province que la conjoncture économique caractérisant la période de 1982 à 1995 visée par les données. Nous constatons cependant certains écarts intéressants par rapport à la règle générale taille-mobilité. Le plus évident est le cas du Québec : bien qu'il soit considérablement moins peuplé que l'Ontario, son taux d'émigration est bien inférieur, toutes choses étant égales

²¹ Ces pourcentages représentent la variation de la probabilité de déménager qui est associée à chacune des variables, divisée par la probabilité de base – c.-à-d. l'effet en pourcentage de l'«activation» de chacune des variables indicatrices à tour de rôle, ou d'une variation de 1 000 \$ de la rémunération pour cette variable particulière. (Pour calculer les probabilités de base, nous avons utilisé les catégories omises des variables catégoriques et les moyennes d'âge, de rémunération et de taux de chômage pour chaque groupe d'âge et de sexe.)

Tableau 2 - Résultats de la probabilité de déménager selon les modèles de logits

	Hommes				Femmes			
	Débutants (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgés (45-54 ans)	Débutantes (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgées (45-54 ans)
Coordonnée à l'origine	\$ (2,714) (2,567)	-1,040 (,721)	-,243 (1,667)	,806 (3,693)	-6,740 ** (2,559)	-1,356 (,731)	-4,129 * (1,737)	-1,389 (3,983)
Provinces (ONT.)								
T.-N.	,427 ** (,098)	,336 ** (,069)	,181 (,091)	,110 (,127)	,323 ** (,097)	,197 ** (,070)	,149 (,093)	,308 * (,134)
N.-É.	,420 ** (,053)	,379 ** (,038)	,381 ** (,048)	,257 ** (,069)	,431 ** (,052)	,371 ** (,038)	,342 ** (,050)	,252 ** (,076)
I.-P.-É.	,315 ** (,117)	,324 ** (,084)	,354 ** (,100)	,355 ** (,135)	,413 ** (,106)	,408 ** (,077)	,542 ** (,093)	,042 (,179)
N.-B.	,259 ** (,064)	,213 ** (,045)	,216 ** (,057)	,118 (,082)	,147 * (,065)	,143 ** (,046)	,149 * (,060)	,140 (,088)
QUÉ.	-,392 ** (,045)	-,495 ** (,033)	-,433 ** (,041)	-,487 ** (,061)	-,431 ** (,045)	-,485 ** (,033)	-,425 ** (,042)	-,547 ** (,069)
MAN.	,453 ** (,038)	,438 ** (,026)	,469 ** (,033)	,468 ** (,046)	,441 ** (,038)	,483 ** (,026)	,445 ** (,034)	,462 ** (,048)
SASK.	,583 ** (,040)	,479 ** (,029)	,439 ** (,038)	,487 ** (,053)	,594 ** (,040)	,540 ** (,029)	,538 ** (,038)	,412 ** (,057)
ALB.	,491 ** (,030)	,488 ** (,019)	,457 ** (,025)	,485 ** (,035)	,492 ** (,029)	,493 ** (,019)	,444 ** (,026)	,435 ** (,038)
C.-B.	,275 ** (,041)	,196 ** (,027)	,189 ** (,033)	,113 * (,046)	,210 ** (,040)	,180 ** (,027)	,126 ** (,034)	,068 (,050)
Langue min. (ANG./FR.)								
Anglais-Québec	,775 ** (,051)	,900 ** (,035)	,848 ** (,043)	,842 ** (,063)	,709 ** (,052)	,803 ** (,035)	,740 ** (,044)	,693 ** (,070)
Français-RDC	,437 ** (,062)	,583 ** (,042)	,487 ** (,058)	,409 ** (,091)	,519 ** (,065)	,561 ** (,044)	,529 ** (,058)	,377 ** (,095)
Taille de la région (500 000 ou plus)								
100 000-499 999	,108 ** (,029)	,021 (,020)	,077 ** (,026)	,100 ** (,036)	,036 (,029)	,014 (,021)	-,013 (,027)	,031 (,039)
30 000-99 999	,070 * (,031)	,003 (,021)	,023 (,026)	-,043 (,041)	,042 (,030)	-,029 (,022)	-,026 (,029)	,020 (,041)
15 000-29 999	,118 * (,049)	-,011 (,035)	-,037 (,048)	,019 (,064)	-,050 (,052)	-,002 (,035)	,091 * (,042)	-,050 (,073)
0-14 999	,080 * (,028)	-,055 ** (,019)	-,011 (,025)	-,017 (,035)	,005 (,028)	-,007 (,020)	-,009 (,026)	-,043 (,038)
Région rurale	-,044 (,031)	-,155 ** (,023)	-,124 ** (,030)	-,095 * (,041)	-,109 ** (,032)	-,116 ** (,023)	-,144 ** (,031)	-,164 ** (,045)
Âge								
Âge	,070 (,234)	-,057 (,049)	-,100 (,085)	-,127 (,150)	,430 (,233)	-,041 (,050)	,107 (,089)	-,024 (,162)
Âge ²	-,0018 (,0053)	,0006 (,0008)	,0010 (,0011)	,0011 (,0015)	-,0098 (,0053)	,0003 (,0009)	-,0016 (,0011)	,0000 (,0016)

Tableau 2 (suite)

	Hommes				Femmes			
	Débutants (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgés (45-54 ans)	Débutantes (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgées (45-54 ans)
Situation de famille (Célib.)								
Marié(e), sans enf.	-.160 ** (.029)	-.178 ** (.018)	-.073 * (.029)	-.137 ** (.034)	-.184 ** (.026)	-.169 ** (.021)	-.066 (.035)	.004 (.038)
Marié(e), enfants	-.282 ** (.020)	-.211 ** (.014)	-.192 ** (.021)	-.309 ** (.030)	-.250 ** (.023)	-.278 ** (.018)	-.208 ** (.027)	-.280 ** (.037)
Parent seul	-.302 ** (.037)	-.214 ** (.034)	-.095 * (.044)	-.269 ** (.068)	-.182 ** (.030)	-.170 ** (.023)	-.119 ** (.033)	-.143 ** (.050)
Chômage et rémunération								
Taux de chôm. prov.	.020 * (.008)	.012 * (.008)	.015 * (.007)	.025 * (.010)	.022 ** (.008)	.025 ** (.006)	.015 * (.008)	.012 (.011)
Ass.-chômage	-.015 (.019)	.074 ** (.015)	.150 ** (.021)	.161 ** (.031)	.065 ** (.021)	.065 ** (.015)	.112 ** (.022)	.180 ** (.034)
Rémun. nulle	-.152 ** (.040)	.026 (.028)	.189 ** (.032)	.281 ** (.040)	-.067 (.031)	.090 ** (.019)	.039 (.024)	.096 * (.038)
Rémunération	-6,45E-06 ** (.9E-06)	-5,13E-07 (.4E-06)	1,14E-06 ** (.4E-06)	2,49E-06 ** (.5E-06)	-1,00E-05 ** (.2E-05)	-4,26E-06 ** (.7E-06)	-5,60E-06 ** (.7E-06)	-3,92E-06 ** (.1E-05)
Rémunération ²	5,00E-12 ** (1,7E-12)	2,45E-13 (6,6E-13)	-1,41E-12 (9,9E-13)	-3,56E-12 ** (1,4E-12)	1,41E-10 * (5,8E-11)	1,77E-11 ** (5,3E-12)	6,50E-12 ** (1,3E-12)	4,15E-12 * (1,8E-12)
Imputation	3,27E-01 ** (1,1E-01)	9,89E-02 (5,1E-02)	1,23E-02 (5,6E-02)	-1,15E-01 (7,5E-02)	-6,12E-03 (7,1E-02)	3,00E-02 (3,7E-02)	-1,91E-02 (4,0E-02)	-1,40E-01 ** (4,5E-02)
Année (1982)								
1983	-.036 (.043)	-.010 (.031)	-.027 (.045)	-.099 (.061)	-.046 (.041)	-.032 (.032)	.028 (.047)	-.029 (.072)
1984	.009 (.042)	-.065 * (.031)	-.135 ** (.047)	-.106 (.062)	.009 (.040)	-.060 (.033)	-.056 (.048)	.106 (.067)
1985	.049 (.041)	.004 (.030)	.016 (.043)	.019 (.057)	-.032 (.041)	-.015 (.032)	.067 (.045)	.089 (.068)
1986	.014 (.042)	-.007 (.030)	.059 (.042)	-.024 (.059)	-.010 (.042)	.061 * (.031)	.078 (.045)	.062 (.067)
1987	-.012 (.045)	.032 (.031)	.036 (.043)	.022 (.059)	.042 (.042)	.072 * (.032)	.085 (.046)	.055 (.070)
1988	.057 (.047)	-.006 (.033)	.061 (.045)	-.096 (.066)	.019 (.047)	.060 ** (.034)	.138 ** (.048)	.077 (.072)
1989	.071 (.049)	-.030 (.034)	.062 (.046)	.029 (.064)	.088 (.048)	.064 (.035)	.132 ** (.048)	.148 * (.072)
1990	.012 (.048)	-.048 (.033)	.018 (.045)	.045 (.061)	-.027 (.049)	.035 (.034)	.098 * (.048)	.140 * (.070)
1991	-.107 * (.047)	-.084 ** (.031)	.001 (.041)	-.042 (.056)	-.068 (.045)	-.037 (.032)	.032 (.044)	.097 (.064)
1992	-.060 (.046)	-.095 ** (.031)	-.048 (.041)	-.071 (.065)	-.078 (.045)	-.112 ** (.033)	-.019 (.045)	.035 (.064)
1993	-.028 (.046)	-.064 ** (.031)	-.010 (.041)	-.101 (.056)	-.052 (.045)	-.046 (.032)	.080 (.043)	.064 (.063)
1994	-.053 (.046)	-.066 * (.031)	-.056 (.041)	-.076 (.055)	-.053 (.045)	-.035 (.032)	.054 (.043)	-.006 (.065)
N ^{obs} d'observ.	92 960	259 700	235 970	166 450	98 560	273 870	239 070	165 640
Log du rapp. de vrais.	21 987	45 774	25 609	12 700	22 398	44 224	24 583	10 946

Note : Les écarts-types sont indiqués en parenthèses. Un seul astérisque indique que le coefficient est significativement différent de zéro au niveau de confiance de 0,05 selon un test t bilatéral, tandis que deux astérisques indiquent un résultat significatif au niveau de 0,01.

Tableau 3 - Effets en pourcentage (par rapport aux probabilités de base)

	Hommes				Femmes			
	Débutants (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgés (45-54 ans)	Débutantes (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgées (45-54 ans)
Province (ONT.)								
T.-N.	,492	,339	,141	,108	,316	,189	,145	,326
N.-É.	,481	,388	,385	,269	,439	,381	,362	,261
I.-P.-É.	,344	,325	,335	,386	,418	,425	,621	,040
N.-B.	,276	,205	,193	,116	,135	,134	,145	,138
QUÉ.	-,312	-,362	-,297	-,369	-,319	-,357	-,327	-,404
MAN.	,527	,459	,466	,536	,450	,518	,490	,524
SASK.	,721	,508	,431	,562	,640	,591	,616	,457
ALB.	,582	,520	,451	,559	,512	,531	,489	,488
C.-B.	,295	,187	,148	,110	,198	,152	,122	,065
Langue m. (ANG./FR.)								
Anglais-Québec	1,046	1,108	,976	1,133	,794	,967	,920	,868
Français-RDC	,505	,643	,488	,456	,544	,619	,604	,412
Taille de la région (500 000 ou plus)								
100 000-499 999	,107	,019	,085	,097	,032	,012	-,011	,029
30 000-99 999	,068	,003	,019	-,039	,037	-,025	-,023	,018
15 000-29 999	,118	-,009	-,030	,017	-,042	-,001	,087	-,045
0-14 999	,058	-,047	-,009	-,016	,004	-,006	-,008	-,039
Région rurale	-,041	-,130	-,097	-,085	-,091	-,099	-,124	-,142
Âge								
Âge	-,009	-,020	-,023	-,024	-,004	-,022	-,010	-,025
Situation de famille (Célib.)								
Maré(e), sans enf.	-,141	-,147	-,058	-,121	-,150	-,141	-,059	,004
Maré(e), enfants	-,236	-,172	-,145	-,253	-,198	-,222	-,173	-,231
Parent seul	-,250	-,174	-,074	-,224	-,148	-,142	-,104	-,125
Chômage et rémun.								
Taux de chô. prov.	,019	,010	,012	,023	,019	,022	,014	,011
Ass.-chômage	-,014	,088	,131	,161	,058	,059	,107	,181
Rémunération nulle	-,134	,023	,167	,297	-,048	,083	,037	,092
Rémunération*	-5,65E-03	-4,50E-04	1,04E-03	2,29E-03	-8,55E-03	-3,77E-03	-5,11E-03	-3,63E-03
Imputation	3,80E-01	8,91E-02	1,01E-02	-1,02E-01	-5,32E-03	2,70E-02	-1,74E-02	-1,23E-01
Année (1982)								
1983	-,033	-,009	-,022	-,068	-,039	-,028	,026	-,027
1984	,009	-,056	-,105	-,094	,008	-,053	-,050	,106
1985	,047	,004	,013	,017	-,028	-,013	,063	,066
1986	,013	-,006	,049	-,022	-,008	,056	,074	,089
1987	-,012	,029	,032	,021	,037	,065	,080	,052
1988	,056	-,005	,051	-,066	,016	,083	,134	,074
1989	,070	-,026	,052	,027	,079	,058	,128	,147
1990	,012	-,042	,015	,043	-,023	,032	,094	,138
1991	-,097	-,072	,001	-,038	-,058	-,032	,029	,094
1992	-,055	-,081	-,039	-,064	-,066	-,095	-,017	,033
1993	-,026	-,081	-,008	-,090	-,045	-,040	,076	,061
1994	-,049	-,057	-,045	-,069	-,045	-,031	,050	-,006

* Le calcul de la probabilité marginale est fondé sur l'hypothèse d'une variation de 1 000 \$ de la rémunération.

parailleurs, alors que la simple règle de la taille laisserait prévoir le contraire. Au classement des taux de mobilité, la Colombie-Britannique suit les deux provinces les plus peuplées, conformément à son rang démographique. Toutefois, les coefficients de l'Alberta se situent dans la même fourchette générale que ceux des autres petites provinces, ce qui signifie que l'émigration de l'Alberta est plus forte que sa taille, à elle seule, ne l'indiquerait. Cela s'explique probablement par le cycle d'expansion et de ralentissement du secteur de l'énergie de l'Alberta, moteur de son économie²². Enfin, tout comme le Québec, le Nouveau-Brunswick est caractérisé par une émigration moins élevée que prévu compte tenu de sa taille – et sans doute pour des raisons semblables, vu sa collectivité francophone relativement importante.

L'ajout des variables de la «langue minoritaire» fait ressortir, tout d'abord, une séparation très nette entre les Québécois anglophones et la majorité francophone du Québec en ce qui a trait à la mobilité. Les coefficients de l'interaction anglais-Québec sont fortement positifs pour tous les groupes d'âge et de sexe et ils indiquent que les citoyens anglophones sont, dans certains cas, plus de deux fois plus susceptibles de quitter la province que les francophones présentant des caractéristiques semblables. En outre, la totalisation de ces paramètres d'interaction (qui tiennent compte de la variation des effets chez les anglophones par rapport aux francophones) et des coefficients généraux pour le Québec (qui s'appliquent aux deux collectivités linguistiques) démontre que les taux d'exode des Québécois anglophones (tous les autres facteurs étant constants) s'approchent davantage de ceux des petites provinces à revenu inférieur de l'Atlantique et des Prairies que de ceux de l'Ontario ou de la Colombie-Britannique²³. En bref, les Québécois francophones tendent à déménager dans d'autres provinces à des taux excessivement bas et les Québécois anglophones, à des taux assez élevés.

Par contre, les importants coefficients estimés positifs de la variable français-RDC indiquent que les francophones vivant hors Québec sont, à l'instar des Québécois anglophones, plus susceptibles de déménager que le groupe anglophone (majoritaire) de base de chaque province (quoique les différences ne soient pas aussi prononcées). Ce modèle ne révèle cependant rien de

²² Finnie [1998a] montre que les taux d'émigration de l'Alberta étaient très élevés au cours des premières années visées par les données, après quoi ils ont diminué de façon constante.

²³ La somme des coefficients estimés pour le Québec et l'interaction anglais-Québec dans les huit équations donne : 0,383, 0,405, 0,413, 0,355 (hommes) et 0,278, 0,318, 0,315 et 0,146 (femmes).

plus au sujet des mouvements sous-jacents, notamment quelles étaient au juste les provinces de destination ou d'origine des francophones mobiles ou, de façon plus précise, si leurs taux de mobilité particulièrement élevés tendaient à représenter des déménagements au Québec (sans doute après une période d'absence), au Nouveau-Brunswick, dans une autre région francophone du pays, ou dans d'autres régions essentiellement anglophones. Bien que ces questions soient intéressantes, elles dépassent les limites de la présente communication et sont donc laissées aux soins d'un projet ultérieur.^{24, 25, 26}

Quant à la taille de la région de résidence, le résultat le plus évident et le plus intéressant, c'est que le fait de vivre dans une région rurale est associé à des taux de mobilité interprovinciale inférieurs à ceux de tous les autres genres de région – pour l'ensemble des groupes d'âge et de sexe, et de manière significative dans chaque cas sauf chez les hommes débutants. Par contre, ces effets ne sont pas particulièrement importants, puisqu'ils ne dépassent jamais 15 %. Les coefficients estimés des autres catégories de taille de la région sont plus contrastés, bien que certaines tendances générales s'en dégagent : les coefficients des variables représentant les villes de deuxième palier (100 000 – 500 000 habitants) sont positifs pour presque tous les groupes, et

²⁴ Il serait particulièrement intéressant d'étudier plus à fond le facteur Nouveau-Brunswick : les taux généralement faibles d'émigration du Nouveau-Brunswick mentionnés précédemment pourraient représenter, du moins en partie, la tendance des francophones de cette province à rester sur place – ce qui «compenserait» (d'un point de vue statistique) les taux généralement élevés de mobilité des francophones hors Québec. Malheureusement, lorsque le groupe français-RDC a été réparti selon la région (Acadiens, francophones de l'Ontario, autres), la taille de l'échantillon est devenue très restreinte pour certains groupes d'âge et de sexe, ce qui a empêché l'estimation générale de modèles aussi détaillés. On peut s'adresser à l'auteur pour connaître les résultats fragmentaires obtenus à cet égard.

²⁵ Il serait intéressant, par exemple, d'analyser les profils longitudinaux complets de ces divers groupes province-langue pour déterminer la proportion de personnes qui ont déménagé une seule fois, qui ont déménagé plusieurs fois ou qui ont fini par retourner dans leur province d'origine. (Finnie [1998a] présente une analyse non économétrique basée sur des répartitions de ce genre, mais sans le niveau de détail linguistique utilisé ici.) Il pourrait également être instructif d'analyser les tendances concernant les mouvements au fil des ans de façon plus précise pour chaque groupe (p. ex., par l'inclusion de variables de l'année distinctes pour chaque groupe province-langue) afin de déterminer dans quelle mesure elles reflètent diverses situations politiques, en particulier au Québec. Il pourrait notamment s'agir d'établir un modèle distinct pour chaque groupe province-langue comprenant des variables pertinentes par rapport à ces questions particulières.

²⁶ Il pourrait également être intéressant d'étudier la question de l'assimilation linguistique au niveau des particuliers, par exemple en suivant les francophones qui ont déménagé pour déterminer quelle était leur destination, quelle proportion d'entre eux ont marié des non-francophones, combien parmi eux se sont mis à remplir leur déclaration de revenus en anglais, combien de leurs enfants en sont venus à produire leur propre déclaration en anglais, et ainsi de suite. Il pourrait être particulièrement intéressant de rattacher les données au niveau des particuliers (et de la famille) que contient la BDAL aux renseignements sur les secteurs de recensement afin de déterminer les genres de quartiers entre lesquels les francophones (et d'autres) ont déménagé et les effets de diverses caractéristiques du quartier (y compris le pourcentage de particuliers parlant le français, l'anglais, les deux, et d'autres langues) sur le processus d'assimilation.

de manière significative dans le cas des hommes débutants, d'âge mûr et âgés. Nous constatons ensuite que la mobilité diminue progressivement dans le cas des petites villes et des villages. Enfin, le fait de vivre en milieu rural produit les effets plus uniformes que nous venons de décrire.

4.2 L'âge et la situation de famille

L'âge est bien entendu étroitement lié à la mobilité interprovinciale, et des études connexes font ressortir la tendance prévue selon laquelle les jeunes sont généralement plus mobiles que leurs aînés, conformément à l'hypothèse du cycle de vie²⁷. Dans le présent contexte, cependant, les variables de l'âge intégrées aux équations de la mobilité traduisent les effets pertinents *au sein de* chacun des groupes d'âge relativement restreints pour lesquels les modèles distincts font l'objet d'une estimation (20-24 ans, 25-34 ans, 35-44 ans, 45-54 ans). Par conséquent, il n'est sans doute pas étonnant qu'aucun des coefficients de l'âge (l'âge et l'âge au carré) ne soit statistiquement significatif. Cela étant dit, les tendances générales sont sensées, l'âge ayant un effet négatif sur la mobilité pour l'ensemble des groupes d'âge et de sexe.

Les mesures directes des effets du mariage et de la présence d'enfants révèlent que, par rapport à l'état de célibataire et à l'absence d'enfants, le fait d'être marié(e) devant la loi ou d'avoir un conjoint de fait a généralement un effet négatif significatif sur la mobilité interprovinciale, à deux exceptions près : nous constatons un effet toujours négatif, quoique non significatif, dans le cas des femmes d'âge mûr, et nous n'observons essentiellement aucune incidence chez les femmes âgées. Le fait d'être marié(e) et d'avoir des enfants (dans le ménage) a des effets négatifs encore plus prononcés sur la mobilité, tandis que les effets associés à l'état de parent seul sont également négatifs par rapport à la catégorie repère de la personne célibataire, bien que les tendances liées aux deux autres catégories soient quelque peu contrastées, c'est-à-dire parfois fortes, parfois faibles²⁸.

Il semblerait donc que le fait d'être marié(e) ou d'avoir des enfants accroît les coûts de la mobilité interprovinciale plus qu'il n'en augmente les avantages. Fait intéressant, les effets sont

²⁷ Finnie [1998a].

²⁸ La catégorie repère de la «personne célibataire» comprend les particuliers jamais mariés, veufs, séparés ou divorcés, conformément aux données directement disponibles dans la BDAL.

plus prononcés chez les hommes que chez les femmes dans plus de la moitié des cas, ce qui donne à penser que les influences des responsabilités familiales sont généralement aussi importantes pour les deux sexes – ce qui n'est habituellement pas le cas des autres résultats liés au marché du travail, notamment les effets du mariage et de la présence d'enfants sur la rémunération annuelle.

4.3 Les effets associés au chômage et au revenu

Comme l'on s'y attendrait, la mobilité est liée de façon positive au taux de chômage provincial et ce, de manière significative pour tous les groupes d'hommes et pour toutes les femmes à l'exception du groupe âgé. Par conséquent, il semblerait dans bien des cas que la mobilité découle de la piètre qualité des possibilités d'emploi en général et qu'elle soit motivée – probablement – par la quête de meilleurs débouchés²⁹.

Conformément à cette constatation, les particuliers ayant eux-mêmes touché des prestations d'assurance-chômage au cours d'une année donnée sont, toutes choses étant égales par ailleurs, plus susceptibles de déménager, probablement afin de chercher des possibilités d'emploi ailleurs. Ces effets sont particulièrement prononcés chez les groupes d'hommes et de femmes d'âge mûr (35-44 ans) et âgés (45-54 ans). Dans le cas des jeunes hommes et femmes (25-34 ans) et des femmes débutantes (20-24 ans), les effets sont moins considérables, bien qu'ils demeurent positifs et statistiquement significatifs. Quant aux hommes débutants, leur coefficient est précédé d'un signe négatif. Bien qu'il s'agisse d'un effet minime et statistiquement négligeable et que les données n'en révèlent pas la cause, il est sans doute quelque peu inquiétant, du point de vue de l'efficacité du marché du travail, de constater que ce groupe particulier de travailleurs sont moins susceptibles de déménager en situation de chômage.

Il existe un lien positif entre le fait de ne tirer aucune rémunération du marché du travail et la probabilité de déménager – du moins pour tous les groupes d'hommes et de femmes sauf les plus jeunes – ce qui porte à croire, une fois de plus, que les particuliers tendent à déménager en quête de meilleures possibilités d'emploi. Toutefois, les hommes débutants font encore exception à la règle : chez ces derniers, le coefficient estimé de la rémunération nulle est négatif, élevé et

²⁹ Les tendances concernant la mobilité d'une province particulière à une autre selon Finnie [1998a] fournissent d'autres preuves à l'appui de cette théorie.

statistiquement significatif, ce qui laisse entendre de nouveau que l'inactivité provoque chez eux un ensemble différent de comportements au chapitre de la mobilité interprovinciale. Une rémunération nulle produit un effet comparable chez les femmes débutantes, qui affichent aussi un coefficient estimé négatif pour cette variable, quoiqu'il soit statistiquement négligeable et loin d'être aussi élevé que chez les hommes débutants.

Après contrôle de cette discontinuité à l'origine, la mobilité interprovinciale est négativement associée aux niveaux de rémunération des hommes débutants et jeunes, alors que la rémunération et la mobilité sont positivement corrélées chez les hommes d'âge mûr et âgés – ce qui traduit probablement les différences quant à la structure locale-nationale des marchés du travail pour ces groupes³⁰.

Chez les femmes, le lien entre la rémunération et la mobilité est négatif pour tous les groupes d'âge sauf les plus jeunes, ce qui présente un contraste intéressant par rapport aux hommes. En effet, les femmes de presque tous les âges ayant de «meilleurs» emplois (c.-à-d., des emplois mieux rémunérés) sont moins susceptibles de déménager, ce qui n'est vrai que chez les hommes les plus jeunes, alors que les hommes mieux rémunérés se trouvant à mi-chemin dans leur carrière sont *plus* susceptibles de déménager.

Ainsi, dans la plupart des cas, les particuliers touchant des prestations d'assurance-chômage ou ayant une rémunération nulle sont plus susceptibles de déménager (sauf les débutants, comme nous l'avons mentionné). Au-delà du seuil de rémunération nulle, la probabilité de déménager augmente en fonction du revenu des hommes d'âge mûr, mais elle diminue en fonction de la rémunération des femmes ainsi que des hommes débutants et jeunes. Cette bifurcation intéressante donne à penser que les personnes ayant déménagé pourraient être classées en groupes tout à fait distincts : d'une part, les «réfugiés économiques», qui n'ont aucune rémunération ou qui touchent des prestations d'assurance-chômage; d'autre part, les genres associés au «marché national», qui sont caractérisés par leurs niveaux de rémunération déjà élevés.

³⁰ La représentation graphique des coefficients de la rémunération au carré illustre ces effets le mieux.

Les coefficients estimés de la variable qui tient compte du statut de non-déclarant sont significatifs dans seulement deux des huit cas et ils ne sembleraient justifier aucune interprétation particulière.

4.4 L'aide sociale

Le tableau 4 présente les résultats basés sur le modèle auquel est intégré l'indicateur d'aide sociale et qui a fait l'objet d'une estimation pour la période 1992-1995. Le fait de recevoir des prestations d'aide sociale au cours d'une année donnée est positivement associé à la probabilité de déménager dans les mois suivants pour tous les groupes d'hommes, et ces effets sont généralement importants (mais dans une moindre mesure pour le groupe âgé). Toutefois, chez les femmes, les effets sont généralement beaucoup moins prononcés, voire négatifs, sauf parmi le groupe des femmes âgées, où les effets sont comparables à ceux qui s'appliquent aux divers groupes d'hommes.

Il serait quand même intéressant de savoir si les bénéficiaires d'aide sociale déménagent ailleurs pour trouver un emploi ou – comme on le prétend parfois – simplement pour toucher de meilleures prestations d'aide sociale dans d'autres provinces. En bref, il serait très intéressant d'étudier la dynamique aide sociale-mobilité (et peut-être d'analyser l'assurance-chômage de la même façon) en dégagant les diverses tendances liées au fait de bénéficier de l'aide sociale et de déménager ou de ne pas déménager. Les données de la BDAL pourraient certainement permettre une analyse de ce genre, mais c'est un travail qu'il est préférable de réaliser dans le cadre d'un autre projet.

4.5 Les effets liés à l'année

Les variables de l'année permettent de tenir compte de tous les effets liés à l'année qui ne sont pas autrement représentés dans le modèle, ainsi que des variations générales des tendances concernant la mobilité au fil du temps. De façon générale, il ne semble pas y avoir de variation générale nette des tendances concernant la mobilité au cours de la période 1982-1995 visée par les données. Parmi les 96 paramètres estimés liés aux variables de l'année, seulement 16 sont statistiquement significatifs.

Tableau 4 - Modèles logits comprenant la variable de l'aide sociale (1992-1995)

	Hommes				Femmes			
	Débutants (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgés (45-54 ans)	Débutantes (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgées (45-54 ans)
Coordonnée à l'origine	-3,677 (5,935)	1,191 (1,622)	-.016 (3,299)	-1,988 (7,199)	2,129 (5,907)	-3,152 (1,662)	-7,699 * (3,418)	-4,524 (7,774)
Province (ONT)								
T.-N.	,459 (,693)	,334 (,475)	-,365 (,576)	-,940 (,792)	1,090 (,676)	,175 (,487)	,525 (,588)	-,987 (,870)
N.-É.	,502 * (,245)	,266 (,170)	,195 (,207)	,136 (,277)	,698 ** (,239)	,201 (,175)	,429 * (,211)	-,243 (,321)
I.-P.-É.	,436 (,554)	,155 (,392)	-,110 (,461)	-,026 (,601)	,979 (,538)	,200 (,390)	,686 (,462)	-1,039 (,730)
N.-B.	,180 (,189)	,150 (,131)	-,069 (,161)	,119 (,209)	,236 (,191)	,000 (,137)	,159 (,163)	-,272 (,244)
QUÉ.	-,415 * (,185)	-,466 ** (,125)	-,496 ** (,149)	-,561 ** (,202)	-,270 (,180)	-,415 ** (,127)	-,330 * (,154)	-,831 ** (,231)
MAN.	,537 ** (,110)	,484 ** (,071)	,435 ** (,089)	,433 ** (,121)	,320 ** (,109)	,404 ** (,075)	,426 ** (,087)	,570 ** (,126)
SASK.	,756 ** (,203)	,433 ** (,141)	,531 ** (,169)	,552 * (,234)	,330 (,203)	,574 ** (,142)	,416 * (,170)	,925 ** (,251)
ALB.	,538 ** (,102)	,409 ** (,067)	,523 ** (,079)	,494 ** (,110)	,425 ** (,099)	,467 ** (,067)	,399 ** (,079)	,566 ** (,119)
C.-B.	,300 ** (,078)	,215 ** (,048)	,192 ** (,058)	,211 ** (,077)	,111 (,077)	,172 ** (,050)	,083 (,059)	,157 (,086)
Langue min. (ANG./FR.)								
Anglais-Québec	,932 ** (,115)	,900 ** (,072)	,882 ** (,081)	,841 ** (,108)	,553 ** (,131)	,734 ** (,073)	,698 ** (,090)	,749 ** (,129)
Français-RDC	,622 ** (,133)	,619 ** (,085)	,698 ** (,103)	,304 (,165)	,514 ** (,158)	,671 ** (,091)	,624 ** (,106)	,554 ** (,158)
Taille de la région (500 000 ou plus)								
100 000-499 999	,134 * (,067)	,056 (,042)	,091 (,049)	,093 (,067)	,134 * (,063)	,081 (,041)	,011 (,051)	,039 (,072)
30 000-99 999	,191 ** (,068)	-,011 (,048)	,033 (,054)	-,052 (,080)	,040 (,073)	-,005 (,047)	-,002 (,055)	,063 (,074)
15 000-29 999	,262 * (,107)	,128 (,071)	-,004 (,095)	,109 (,114)	-,143 (,138)	,225 ** (,067)	,301 ** (,074)	,053 (,123)
0-14 999	,137 * (,066)	,034 (,042)	-,030 (,051)	-,005 (,069)	,081 (,065)	-,031 (,045)	-,041 (,052)	-,168 * (,081)
Région rurale	,116 (,070)	-,034 (,048)	-,037 (,057)	-,125 (,083)	,024 (,072)	-,079 (,049)	-,179 ** (,062)	-,311 ** (,098)
Âge								
Âge	,120 (,536)	-,229 * (,105)	-,139 (,186)	-,042 (,291)	-,347 (,534)	,072 (,108)	,309 (,172)	,037 (,314)
Âge ²	-,0024 (,0122)	,0036 * (,0018)	,0015 (,0021)	,0002 (,0030)	,0081 (,0121)	-,0017 (,0016)	-,0041 (,0022)	-,0006 (,0032)

Note : Les écarts-type sont indiqués entre parenthèses. Un seul astérisque indique que le coefficient est significativement différent de zéro au niveau de confiance de 0,05 selon un test t bilatéral, tandis que deux astérisques indiquent un résultat significatif au niveau de 0,01.

Tableau 4 (suite)

	Hommes				Femmes			
	Débutants (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgés (45-54 ans)	Débutantes (20-24 ans)	Jeunes (25-34 ans)	Âge mûr (35-44 ans)	Âgées (45-54 ans)
Situation de famille (Célib.)								
Marié(e), sans enf.	-.169 **	-.173 **	-.080	-.089	-.104	-.127 **	-.085	.034
	.065	.038	.053	.065	.062	.045	.067	.071
Marié(e), enfants	-.253 **	-.174 **	-.182 **	-.246 **	-.207 **	-.228 **	-.189 **	-.294 **
	.046	.031	.039	.059	.054	.040	.052	.072
Parent seul	-.411 **	-.143 *	-.181	-.210	-.180 *	-.160 **	-.108	-.200 *
	.092	.069	.087	.124	.069	.052	.063	.095
Chômage et rémunération								
Aide sociale	.173 **	.188 **	.247 **	.075	-.046	.034	-.041	.232 **
	.059	.044	.054	.085	.063	.045	.080	.087
Taux de chôm. prov.	.018	.017	.066	.100	-.044	.033	-.021	.143
	.070	.048	.057	.078	.068	.049	.059	.087
Ass.-chômage	.071	.097 **	.084 *	.035	.100 *	.000	.052	.176 **
	.045	.031	.040	.062	.050	.033	.043	.065
Rémunération nulle	-.211 **	-.053	.148 **	.316 **	.049	.077 *	.139 **	.148 *
	.072	.050	.054	.067	.069	.039	.046	.072
Rémunération	-1,00E-05 **	3,63E-07	5,17E-07	1,10E-06	-3,10E-06	-7,41E-06 **	-8,66E-06 **	-3,21E-06
	3,87E-06	7,95E-07	6,07E-07	7,55E-07	8,13E-06	1,47E-06	1,47E-06	1,93E-06
Rémunération ²	3,01E-11	-5,58E-13	-2,15E-13	-7,91E-13	-1,74E-10	2,21E-11 **	2,06E-11 **	3,18E-12
	7,29E-11	1,38E-12	5,92E-13	1,00E-12	2,45E-10	8,41E-12	5,97E-12	2,74E-12
Imputation	.382	.344 **	.318 **	.051	.036	.053	.044	.008
	.277	.112	.102	.133	.202	.110	.103	.089
Année (1982)								
1993	.026	-.009	.032	-.030	.023	.062	.094 *	.049
	.050	.032	.037	.052	.050	.032	.039	.056
1994	.004	.024	.028	.052	-.024	.079	.035	.081
	.076	.052	.063	.085	.074	.054	.065	.097
N ^{obs} d'observ.	18 720	80 660	64 180	47 140	19 050	85 340	66 030	47 450
Log du rapp. de vrais.	4 200	9 827	8 859	3 479	4 166	9 597	6 624	2 972

Note : Les écarts-type sont indiqués entre parenthèses. Un seul astérisque indique que le coefficient est significativement différent de zéro au niveau de confiance de 0,05 selon un test t bilatéral, tandis que deux astérisques indiquent un résultat significatif au niveau de 0,01.

Par contre, les coefficients sont surtout négatifs au début des années 90 pour l'ensemble des groupes de sexe masculin (de manière significative dans le cas des jeunes), de même que les groupes de femmes débutantes et jeunes, ce qui semble indiquer qu'il y a peut-être bien eu une tendance plus subtile à la baisse de la mobilité au cours de ces années ultérieures.

Il est intéressant de constater l'absence de toute tendance à la baisse des taux de mobilité interprovinciale au début des années 90 chez les femmes d'âge mûr et âgées, qui affichaient pour ces années-là des coefficients estimés surtout positifs, sinon statistiquement significatifs³¹. Qui

³¹ Les signes généralement opposés que portent les coefficients pour les hommes et les femmes pourraient révéler des divergences statistiquement significatives – même si ce n'est pas le cas du sens des changements pour chaque groupe, comme il est représenté dans les écarts-types et les tests t.

plus est, cette divergence est survenue tandis que l'écart entre la rémunération des hommes et celle des femmes se rétrécissait de manière significative : en effet, malgré la récession, la rémunération des femmes augmentait de façon générale (sauf chez les débutantes), alors que celle des hommes diminuait³². De plus, ces variations des tendances de la rémunération des hommes et des femmes, basées sur une méthode de mesure transversale, s'accompagnaient de divergences semblables quant aux tendances de la mobilité salariale d'une année à l'autre : alors que la mobilité salariale demeurait à la hausse parmi tous les groupes de femmes (à l'exception des plus jeunes, encore une fois), les taux de croissance de la rémunération des hommes régressaient³³.

Ainsi, les différences entre les hommes et les femmes en ce qui a trait aux tendances de la mobilité interprovinciale semblent cadrer avec certains autres changements importants liés au marché du travail, et il est naturel de s'interroger sur la force du lien entre les deux phénomènes. Par exemple, peut-être que, petit à petit, les femmes déménageaient davantage et tiraient parti des avantages économiques qui découlaient de ces déménagements sous forme d'une rémunération plus élevée et ce, parallèlement à des changements plus fondamentaux de leur comportement sur le marché du travail et des résultats s'y rattachant.

³² Finnie [1997a, b].

³³ Finnie [1997c, d, e].

5. Conclusion

Cette communication présente les résultats de l'estimation de la mobilité interprovinciale à l'aide de modèles de logits avec données longitudinales qui mesure la probabilité qu'une personne change de province d'une année à l'autre en fonction de divers facteurs situationnels et attributs personnels.

5.1 Sommaire des résultats

Les principaux résultats peuvent être résumés ainsi :

- Les taux de mobilité sont généralement en rapport inverse avec la taille de la province, ce qui traduit les effets absolus de la taille de la province aussi bien que la conjoncture économique qui y existe. Toutefois, les influences culturelles, surtout en ce qui a trait à la langue, jouent également un rôle prépondérant, comme l'illustrent sans doute le mieux les taux extrêmement bas d'émigration des résidents francophones du Québec, les taux de mobilité relativement élevés des Québécois anglophones et (peut-être) les effets positifs associés au fait d'être francophone hors Québec. En outre, l'Alberta était un peu en marge du profil population - mobilité, ses taux de mobilité relativement élevés étant sans doute le reflet du cycle d'expansion et de ralentissement de son économie au cours de cette période.
- Parmi des résultats quelque peu contrastés, il ressort que les personnes vivant dans de petites villes, des villages et en particulier des régions rurales sont moins susceptibles de déménager que les personnes qui vivent dans de grandes villes.
- L'âge est inversement proportionnel à la mobilité, bien que les effets les plus importants à cet égard soient illustrés par les tendances à l'échelle des groupes dont il est question dans une étude connexe.
- Le fait d'être marié(e) et le fait d'avoir des enfants ont chacun des effets négatifs sur la mobilité interprovinciale, et il est intéressant de constater que ces effets sont généralement aussi prononcés chez les hommes que chez les femmes.

- La mobilité interprovinciale est directement proportionnelle au taux de chômage provincial tant chez les hommes que chez les femmes.
- Le fait de recevoir des prestations d'assurance-chômage a un effet positif sur l'émigration parmi tous les groupes sauf les hommes débutants.
- La mobilité est généralement associée positivement au fait de ne toucher aucun revenu marchand pour tous les groupes d'âge et de sexe à l'exception (encore une fois) des hommes débutants et (maintenant aussi) des femmes débutantes. Au-delà de cette discontinuité au seuil de rémunération nulle, la mobilité est directement proportionnelle aux niveaux de rémunération des hommes d'âge mûr et âgés, mais inversement proportionnelle à la rémunération dans le cas des autres groupes d'âge et de sexe.
- Le fait de toucher des prestations d'aide sociale est positivement associé à la mobilité chez les hommes, mais pas chez les femmes, à l'exception du groupe âgé.
- Quoiqu'il ne semble pas y avoir de fluctuations marquées des taux de mobilité (après contrôle des autres facteurs représentés dans les modèles) au cours de la période 1982-1995 visée par les données, ceux des hommes tendent vers une décroissance modérée au cours des années 90, contrairement à ceux des femmes (sauf dans le groupe des débutantes).

5.2 Incidences des résultats

D'après les résultats obtenus, divers facteurs influent sur la décision de déménager d'une province à une autre, notamment la conjoncture générale du marché du travail, certains facteurs culturels (surtout linguistiques), divers attributs personnels, ainsi que les résultats personnels sur le marché du travail.

Lorsque nous examinons le lien qui existe entre la mobilité interprovinciale et les facteurs économiques, il est sans doute encourageant – à tout le moins du point de vue de l'efficacité – de constater que cette mobilité est, de façon générale, positivement associée au taux de chômage provincial et au fait de toucher des prestations d'assurance-chômage, de ne tirer aucun revenu marchand et (du moins chez les hommes) de recevoir de l'aide sociale. Par ailleurs, nous pourrions présumer que le taux d'exode supérieur des petites provinces représente (jusqu'à un

certain point, du moins) la transition efficace des ressources humaines vers un point de destination où leur valeur (déterminée par les marchés du travail) est plus élevée qu'au point d'origine. Il faut toutefois signaler une constatation qui pourrait bien être inquiétante : le fait de toucher des prestations d'assurance-chômage et le fait d'avoir une rémunération nulle ne sont pas liés à des taux accrus d'émigration chez les hommes débutants ni, dans une moindre mesure, chez les femmes débutantes, ce qui risque d'avoir des incidences importantes sur le plan des politiques.

En bref, la mobilité interprovinciale semblerait être motivée dans une large mesure par la quête de meilleures possibilités économiques, ce qui a probablement des effets positifs au niveau des particuliers et de toute la société – constatation renforcée par l'analyse des effets de la mobilité interprovinciale sur la rémunération des particuliers (voir le document d'accompagnement Finnie [1998b]). Par contre, d'un point de vue politico-culturel, ces résultats ne font peut-être que mettre en évidence un problème qui remonte au moins à l'époque de la Confédération : dans les petites provinces de l'Atlantique et des Prairies, la migration interprovinciale se traduit par des pertes démographiques nettes constantes qui pourraient avoir de profondes répercussions sur la vitalité économique, sociale et culturelle de ces régions.

Le lien positif qui existe entre la mobilité et les niveaux de revenu des hommes âgés – au-delà du seuil de revenu nul – laisse entendre, par contre, que les avantages qu'apporte la mobilité interprovinciale à ces hommes déjà actifs reviennent plus souvent à ceux qui sont déjà mieux rémunérés, ce qui reflète sans doute les éléments spatiaux des divers sous-marchés du travail³⁴. Par exemple, les professionnels qui gagnent un revenu élevé ont sans doute accès aux vastes marchés du travail qui sont plus couramment associés à des mouvements interprovinciaux. Il semble donc exister deux groupes d'hommes bénéficiant le plus de la mobilité interprovinciale : ceux qui sont complètement exclus du marché du travail, et ceux qui en sont aux échelons supérieurs. Chez les femmes, nous tendons à observer le premier genre, mais pas le second.

Quant aux influences culturelles, telles qu'elles sont représentées par les variables province-langue, il s'agit probablement de forces assez profondément enracinées qu'il serait difficile de modifier, particulièrement à court terme ou par des mesures stratégiques de nature traditionnelle.

³⁴ Voir Finnie [1998a] à l'appui de cette constatation.

Par exemple, il faudrait probablement des changements sociaux assez radicaux (p. ex., le bilinguisme généralisé, les services gouvernementaux offerts en français partout au pays, l'atténuation des craintes d'assimilation, etc.) pour que les Québécois francophones s'intègrent davantage aux mouvements des citoyens canadiens à la grandeur du pays. Voilà qui est malheureux, car il est concevable qu'une mobilité accrue puisse accroître l'efficacité de l'économie grâce à la convergence des ressources humaines là où elles seraient les plus utiles, enrichir la mosaïque culturelle et même contribuer à des solutions à l'impasse constitutionnelle et aux problèmes politiques connexes, à mesure que les Canadiens découvrirait d'autres régions de leur pays et apprendraient à mieux se connaître.

5.3 Orientations des travaux ultérieurs

Il serait intéressant d'approfondir l'analyse du lien qui existe entre la mobilité interprovinciale et le fait de toucher des prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale. Parmi les projets de travaux actuellement ébauchés figurent l'établissement de profils descriptifs des tendances conjointes concernant la mobilité interprovinciale et la réception de prestations d'assurance-chômage ou d'aide sociale (dans ce dernier cas, seulement pour les années 1992 et suivantes, où la BDAL en permet une mesure fiable) dans les années précédant et suivant tout déménagement, ainsi qu'une modélisation économétrique rigoureuse de ces liens dans le contexte de la probabilité de déménager (comme dans la présente étude) et de la dynamique du revenu s'y rattachant (comme dans Finnie [1998b]).

De plus, on pourrait examiner de plus près les effets de différentes possibilités de rémunération, par exemple en utilisant le cadre économétrique basé sur les particuliers ayant ou n'ayant pas déménagé, ou en intégrant au modèle d'estimation des matrices d'indicateurs de revenu (et d'autres indicateurs) pour l'ensemble des provinces et des années, comme il en a été question précédemment. Signalons toutefois que l'application de la méthode axée sur les particuliers ayant ou n'ayant pas déménagé au cadre du choix multiprovincial qui caractérise la mobilité interprovinciale dans le contexte des données longitudinales ne serait pas un exercice trivial et que l'éventail limité de variables que contient le fichier de la BDAL pourrait permettre une telle initiative en fournissant les variables d'identification critiques, tandis que l'approche axée sur les indicateurs provinciaux serait un exercice complexe qui présenterait des complications semblables du point de vue de son utilisation dans un cadre multiprovincial «à temps continu».

Par ailleurs, les effets de l'interaction province-langue sont intrigants, et il serait fascinant de les étudier plus avant. Par exemple, il serait intéressant d'analyser les profils longitudinaux complets des divers groupes province-langue pour déterminer la proportion de personnes qui ont déménagé une seule fois, qui ont déménagé plusieurs fois ou qui ont fini par retourner dans leur province d'origine. (Finnie [1998a] présente une analyse non économétrique basée sur des répartitions de ce genre, mais sans le niveau de détail linguistique utilisé ici.) Il pourrait également être intéressant d'analyser les tendances concernant les mouvements au fil des ans de façon plus précise pour chaque groupe (p. ex., par l'inclusion de variables de l'année distinctes pour chaque groupe province-langue) afin de déterminer dans quelle mesure elles reflètent diverses situations politiques, en particulier au Québec. Il pourrait notamment s'agir d'établir un modèle distinct pour chaque groupe province-langue comprenant des variables pertinentes par rapport à ces questions particulières, quoique cela représente un très grand nombre d'équations.

Il serait également intéressant d'étudier la question de l'assimilation au niveau des particuliers à partir de ces données en suivant les particuliers dans le temps. Par exemple, il pourrait s'agir de suivre tous les francophones à compter d'une année de référence quelconque (p. ex., 1982) pour déterminer quelle était leur destination, quelle proportion d'entre eux ont marié des non-francophones, combien parmi eux se sont mis à remplir leur déclaration de revenus en anglais, combien de leurs enfants en sont venus à produire leur propre déclaration en anglais, et ainsi de suite. En raison de l'élément longitudinal, des échantillons de taille imposante, de la période relativement longue de suivi des particuliers, et des renseignements familiaux joints au dossier de chaque particulier, la BDAL se prête tout particulièrement à une analyse de la sorte.

En outre, les renseignements que contient la BDAL au niveau des particuliers et de la famille pourraient être rattachés aux données du recensement, notamment au niveau du quartier (c.-à-d., les secteurs de recensement) – à la manière de l'exercice de détermination de la variable de la taille de la région de résidence que comprennent les modèles présentés ici. Par conséquent, il serait possible d'analyser les caractéristiques des quartiers entre lesquels les francophones (et d'autres) ont déménagé – y compris le pourcentage de particuliers parlant le français, l'anglais ou les deux (ainsi que d'autres langues) de façon à en évaluer l'incidence sur leur propension à déménager et les résultats de leur éventuel déménagement.



Bibliographie

Anderson, Isabel B. [1966], *Migration à l'intérieur du Canada, 1921-1961*, Conseil économique du Canada, Études techniques, n° 13, Imprimeur de la Reine (Ottawa).

Atkinson, A.B., F. Bourguignon, et C. Morrison [1992], *Empirical Studies of Earnings Mobility*, Harwood Academic Publishers (Suisse).

Beach, Charles M. et Ross Finnie [1998], «Earnings Mobility Benchmarks and Longitudinal Polarization in Canada, 1982-94» (titre provisoire), Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de travail à paraître.

Courchene, Thomas J. [1970], «Interprovincial Migration and Economic Adjustment», *Revue canadienne d'économie*, vol. 3, n° 4 (novembre), p. 550-576.

Courchene, Thomas J. [1974], «Migration, Income and Employment», Institut C.D. Howe (Toronto).

Day, Kathleen [1992], «Interprovincial Migration and Local Public Goods», *Revue canadienne d'économie*, vol. XXV, n° 1 (février), p. 123-144.

Day, Kathleen, et Stan Winer [1994], «Internal Migration and Public Policy: An Introduction to the Issues and a Review of Empirical Research in Canada», dans A. Maslove (éd.), *Issues in the Taxation of Individuals*, University of Toronto Press.

Dean, James M. [1992], «Tax-Induced Migration in Canada 1972-79», *Western Economic Review*, vol. 1, n° 2, p. 17-31.

Finnie, Ross [1997a], «Earnings Patterns by Age and Sex in Canada, 1982-92», Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de recherche R-97-11E. Voir aussi «Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe» (avec Gaétan Garneau), *Observateur économique canadien*, octobre 1997, qui est un condensé d'une partie de ce document.

Finnie, Ross [1997b], «Stasis and Change: Trends in Earnings Levels and Inequality, 1982-92», *Canadian Business Economics*, vol. 5, n° 4 (octobre-décembre/automne 1997), p. 84-107.

Finnie, Ross [1997c], «La dynamique de la rémunération au Canada : La mobilité de la rémunération des Canadiens 1982-1992 », Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de travail W-97-3F.a.

Finnie, Ross [1997d], «La dynamique de la rémunération au Canada : Répartition de la rémunération dans un contexte dynamique, 1982-1992», Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de travail W-97-3F.b.

Finnie, Ross [1997e], «The Correlation of Individuals' Earnings Over Time in Canada, 1982-1992», Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de travail W-97-3E.c.

Finnie, Ross [1997f], « La dynamique de la rémunération au Canada : Analyse dynamique des faibles revenus marchands (pauvreté selon le revenu marchand) des familles canadiennes ayant des enfants, 1982-1993 », Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de travail W-97-3F.d.

Finnie, Ross [1997g], «Unequal Inequality? The Distribution of Individuals' Earnings by Province 1982-94», Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de travail R-98-3E à paraître.

Finnie, Ross [1998a], «La mobilité interprovinciale au Canada : Une analyse longitudinale», Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de travail W-98-5F.a.

Finnie, Ross [1998b], «La mobilité interprovinciale au Canada : Les effets de la mobilité interprovinciale sur la rémunération des particuliers. Estimations basées sur des modèles à échantillon constant», Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de travail W-98-5F.c.

Finnie, Ross, et David Gray [1998], «The Dynamics of the Earnings Distribution in Canada: An Econometric Analysis», Développement des ressources humaines Canada, Politique stratégique, Direction générale de la recherche appliquée, document de travail W-98-4E à paraître.

Gallway, L.E. [1969], «The Effect of Geographic Labour Mobility on Income : A Brief Comment», *Journal of Human Resources*, vol. 4, p. 103-109.

Graham, John [1964], «Fiscal Adjustment in a Federal Country», dans *Inter-government Fiscal Relationships*, Canadian Tax Papers n° 40, Association canadienne d'études fiscales (Toronto).

Grant, E. Kenneth et John Vanderkamp [1980], «The Effects of Migration on Income: A Micro Study with Canadian Data 1965-71», *Revue canadienne d'économie*, vol. 13, n° 3 (août), p. 381-406.

Greenwood, Michael «Research on Internal Migration in the United States: A Survey», *Journal of Economic Literature*, vol. 13, p. 397-433.

Laber, Gene et R.X. Chase [1971], «Interprovincial Migration in Canada as a Human Capital Investment», *Journal of Political Economy*, vol. 79, p. 795-804.

Lin, Zhengxi [1995], «La mobilité interprovinciale de la main-d'œuvre au Canada : le rôle de l'assurance-chômage et de l'aide sociale», Développement des ressources humaines Canada, Direction générale de l'évaluation.

Marr, William L. et Frank W. Millerd [1980], «Employment and Income Levels of Interprovincial Migrants Versus Non-Migrants, Canada 1971», dans J.L. Simon, et J. DaVanzo (éd.), *Research in Population Economics*, vol. 2, (Greenwich, Conn., JAI Press).

- McInnis, Marvin [1969], «Provincial Migration and Differential Economic Opportunity», dans L. O. Stone (éd.), *Migration in Canada, Regional Aspects*, Série des monographies du recensement de 1961 (Ottawa, Bureau fédéral de la statistique).
- Mills, K. E., M. Percy, et L. S. Wilson [1983], «The Influence of Fiscal Incentives on Interregional Migration: Canada 1961-78», *La revue canadienne des sciences régionales*, vol. VI, n° 2 (automne), p. 207-229.
- Mincer, Jacob, «Family Migration Decisions», *Journal of Political Economy*, vol. 86, n°, p. 749-773.
- Nakosteen, Robert A. et Michael Zimmer [1980], «Migration and Income: the Question of Self-Selection», *Southern Economic Journal*, vol. 46, p. 840-851.
- OCDE [1996], *Perspectives de l'emploi*, chapitre 3 : «Inégalités de salaires, emplois à bas salaire et mobilité salariale», p. 65-117, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris.
- Osberg, Lars, Daniel Gordon, et Zhengxi Lin [1994], «Interregional Migration and Interindustry Labour Mobility in Canada: A Simultaneous Approach», *Revue canadienne d'économie*, vol. XXVII, n° 1 (février), p. 58-80.
- Polachek, Solomon et Francis Horvath [1977], «A Lifecycle Approach to Migration: Analysis of the Pespacious Peregrinator», dans R.G. Ehrenberg (éd.), *Research in Labor Economics*, vol. 1 (Greenwich, Conn., JAI Press).
- Robinson, Chris et Nigel Tones [1982], «Self-Selection and Interprovincial Migration in Canada», *Revue canadienne d'économie*, vol. XV, n° 3 (août), p. 474-502.
- Rosenbluth, Gideon [1996], «Interprovincial Migration and the Efficacy of Provincial Job Creation Policies», *Canadian Business Economics*, vol. 4, n° 2 (janvier-mars/hiver), p. 22-35.
- Schwartz, Abba [1973], «Interpreting the Effect of Distance on Migration», *Journal of Political Economy*, vol. 81, p. 1153-1169.
- Shaw, R. Paul [1986], «Fiscal Versus Traditional Market Variables in Canadian Migration», *Journal of Political Economy*, vol. 94, n° 3, p. 648-666.
- Sjaastad, Larry [1962], «The Costs and Returns of Human Migration», *Journal of Political Economy (Supplement)*, vol. 70, p. 80-93.
- Statistique Canada : *Mobilité et migration : Le pays*, n° 93-322 au catalogue, tableau 1b, 1993.
- Stone, Leroy O. [1969], *Migration in Canada: Some Regional Aspects*, Ottawa: Bureau fédéral de la statistique.
- Vachon, Marc et François Vaillancourt [1998], «Interprovincial Mobility in Canada, 1961-1996: Trends and Determinants», à paraître dans Lazar, Harvey (éd.), *Canada: the State of the Federation, 1997*, Centre for Intergovernmental Relations, Université Queen's de Kingston (Ontario).

Vanderkamp, John. (1972) «Return Migration: Its Significance and Behavior», *Western Economic Journal*, 10:460-465.

Vanderkamp, John [1971], «Migration Flows, Their Determinants and the Effects of Return Migration», *Journal of Political Economy*, vol. 79, p. 1012-1031.

Vanderkamp, John [1977], «Industrial Mobility: Some Further Results», *Revue canadienne d'économie*, vol. X, n° 3 (août), p. 462-471.

Winer, Stanley L. et Denis Gauthier [1982], «Les migrations internes et la structure budgétaire d'un État fédéral : une étude économétrique des facteurs qui déterminent les migrations interprovinciales au Canada», étude préparée pour le Conseil économique du Canada (Ottawa, Approvisionnements et Services Canada).